

SOMMAIRE

1. 1. ÉVOLUTIONS NATIONALES	3
Tendances globales	3
Tendances par statut juridique	4
Tendances sectorielles	6
2. 2. ÉVOLUTIONS RÉGIONALES ET DÉPARTEMENTALES	11
Attractivité des régions	11
Dynamique des régions	12
Tendances sectorielles par région	13
Attractivité des zones rurales, urbaines et périphériques	15
Attractivité des départements	16
Dynamique des départements	17
3. 3. ÉVOLUTIONS DANS LES TERRITOIRES « AIDÉS »	18
Attractivité des territoires « aidés »	18
Attractivité des Zone de revitalisation rurale (ZRR)	19
Attractivité des Zones d'aide à finalité régionale (AFR)	20
Attractivité des communes Action cœur de ville (ACV)	21
Attractivité des Petites villes de demain (PVD)	22
Attractivité des Territoires d'industrie (TI)	23
4. 4. ÉVOLUTIONS DANS LES MÉTROPOLIS	24
Dynamique et attractivité des métropoles	24
5. ANNEXES	25
Annexe 1 – Densité de création d'entreprise et taux de renouvellement par département, 2024	25
Annexe 2 – Création d'entreprise par région et département, 2024	26
Annexe 3 – Création d'entreprise dans les territoires « aidés » par région et département, 2024	28
Méthodologie	30

SYNTHÈSE 2024

- Pour la quatrième année consécutive, le nombre de créations d'entreprises en France dépasse le million en 2024, pour atteindre un total de 1 111 238 nouvelles immatriculations.
- Après deux années de relative stabilité, la dynamique entrepreneuriale reprend des couleurs (+ 6 % par rapport à 2023) et croît à son rythme de longue période.
- Les micro-entrepreneurs restent au cœur de la dynamique entrepreneuriale : ils comptent pour 6 entreprises créées sur 10, et portent la croissance (+ 7 % par rapport à 2023) de concert avec les sociétés (+ 5 %). Ces dernières représentent toujours le quart des nouvelles immatriculations de l'année.
- La création d'entreprise augmente dans tous les secteurs sauf trois : les activités scientifiques et techniques, le commerce de gros et l'immobilier. L'industrie, les transports et entreposage et les activités de soutien aux entreprises portent la dynamique entrepreneuriale en 2024 comme sur longue période. Secteurs moteurs sur les dernières années, l'hébergement, l'information et communication, les services à la personne, l'enseignement et la finance & assurance conservent une dynamique entrepreneuriale positive, qui toutefois ralentit par rapport à son évolution de long terme.
- À un niveau plus fin, les activités d'études de marché et sondages, et d'édition de logiciels applicatifs ont connu les plus fortes hausses du nombre de créations d'entreprise en 2024. Cette année, plusieurs activités industrielles (fabrication de biscuits, biscottes et pâtisseries de conservation, autre imprimerie - labeur - et activités de prépresse).et de soutien aux entreprises (systèmes de sécurité, centres d'appels, location et location-bail d'autres biens personnels et domestiques, services d'aménagement paysager et autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel) figurent parmi les plus fortes croissances.
- Le nombre de nouvelles immatriculations croît dans toutes les régions sauf en Martinique et à Mayotte. En métropole, la dynamique entrepreneuriale se concentre dans les départements au nord du Massif central ainsi qu'en Bretagne et à l'est du pays.
- La Haute-Garonne, Paris, le Nord, la Gironde, le Loiret, la Sarthe, le Rhône et la Marne sont des départements porteurs de la dynamique entrepreneuriale en 2024 mais aussi sur longue période. Cependant, les départements anciennement moteurs voient le nombre de créations d'entreprises augmenter mais moins qu'avant, comme en Seine-Saint-Denis, dans le Val-d'Oise, l'Essonne, le Val-de-Marne, la Seine-et-Marne, les Yvelines et les Hauts-de-Seine.
- Les zones urbaines sont toujours les plus dynamiques en matière entrepreneuriale : elles attirent 8 nouvelles immatriculations sur 10, expliquant plus de la moitié de la progression en 2024. Les zones rurales ont également contribué positivement à la dynamique entrepreneuriale au niveau national, mais surtout en Pays de la Loire et en Bretagne.
- En 2024, 747 392 entreprises ont été créées dans les territoires « aidés » (ZRR, AFR, ACV, PVD ou TI). Ces territoires recensent les trois-quarts de la population française, et concentrent près de 7 nouvelles immatriculations en 2024 sur 10 (flux) et 7 entreprises installées en 2021 sur 10 (stock). La dynamique est à la hausse dans tous les territoires « aidés » en 2024 : entre + 4 % dans les ACV et les PVD et + 5 % dans les TI.
- Les 22 métropoles françaises concentrent 42 % de la création d'entreprise en 2024, une part stable depuis 2021. Les trois principales – Paris, Aix-Marseille et Lyon – représentent à elles-seules le quart des nouvelles immatriculations de l'année. Si la dynamique entrepreneuriale est en hausse dans toutes les métropoles, les évolutions par rapport à 2023 sont très importantes à Toulouse, à Bordeaux ou encore à Strasbourg.

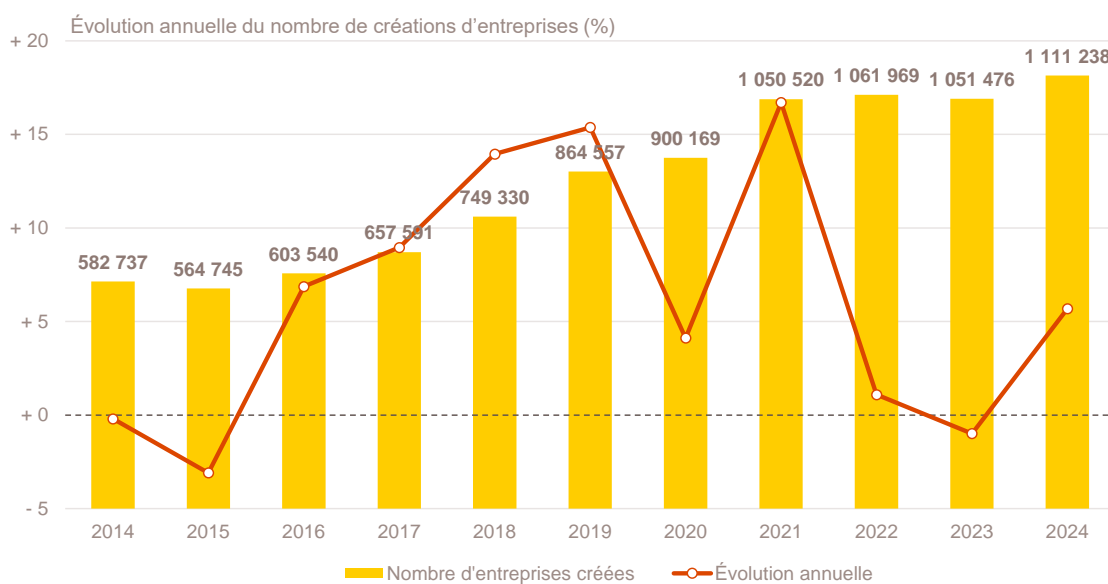
1. ÉVOLUTIONS NATIONALES

Tendances globales

En 2024, pour la quatrième année consécutive, le nombre de créations d'entreprises en France dépasse le million ! Avec un total de 1 111 238 nouvelles immatriculations, la dynamique entrepreneuriale française connaît une croissance significative par rapport à 2023 (+ 6 %) et bat ainsi un nouveau record historique.

L'année 2024 marque aussi une reprise notable après deux années de relative stabilité de la création d'entreprise qui semblait avoir atteint un plateau. Malgré un climat des affaires détérioré tout au long de l'année – solde d'opinion inférieur à 100 –, la dynamique entrepreneuriale a connu un début d'année favorable (+ 11 % au S1 2024 par rapport au S1 2023) avant de ralentir à partir du mois d'août (+ 1 % au S2 2024), le climat des affaires fléchissant davantage en fin d'année, sur fond de tensions et d'incertitudes politiques et géopolitiques en France et dans le monde.

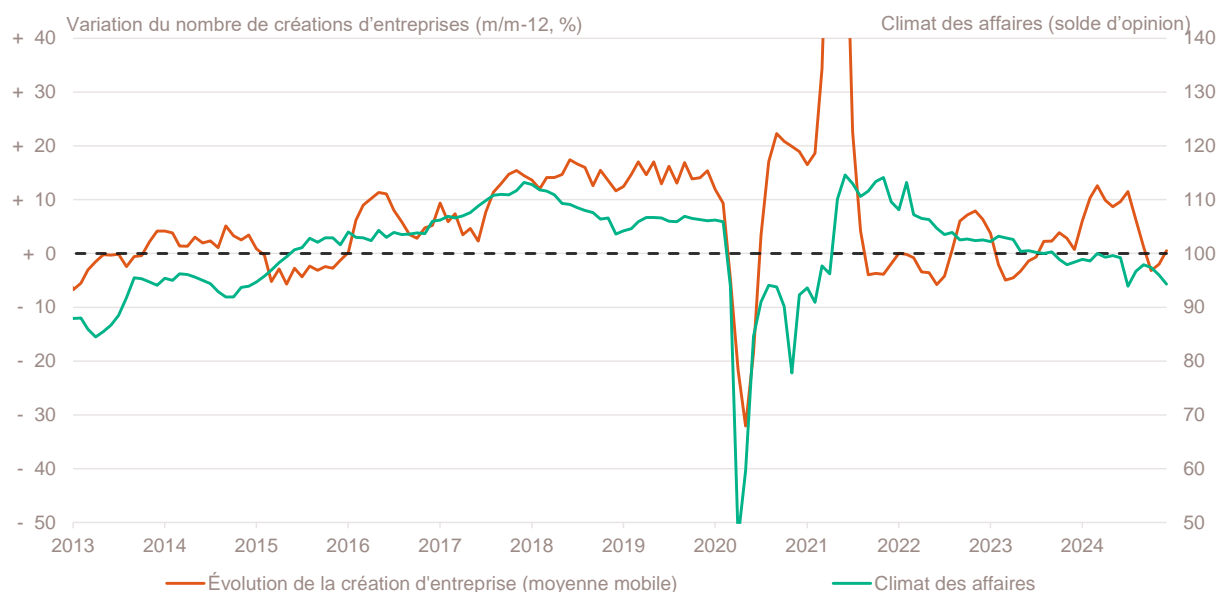
Création d'entreprise en France sur les dix dernières années



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Dynamique entrepreneuriale et climat des affaires en France sur les dix dernières années



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene, enquêtes de conjoncture auprès des entreprises). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Tendances par statut juridique

En 2024, plus de 6 entreprises créées sur 10 sont des micro-entrepreneurs, une part en hausse sur les dix dernières années. Grâce à une dynamique positive (+ 7 % en 2024 par rapport à 2023) et conformément au taux de croissance annuel moyen (TCAM) de leur nombre depuis 2012 (+ 7 %), les micro-entrepreneurs continuent de jouer un rôle central dans la dynamique entrepreneuriale, soutenus par un environnement réglementaire toujours favorable. Avec une contribution de + 5 points de pourcentage à la croissance du nombre de créations d'entreprises, ils expliquent avec les SAS & SASU (+ 2 points) la quasi-totalité de l'augmentation en 2024.

Création d'entreprise en France par statut juridique, 2024

Année 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part %	Évolution annuelle %	TCAM 2012-2023 %	Contribution Point de %
Entreprises individuelles	826 674	74,4	+ 5,8	+ 6,2	+ 4,3
Micro-entrepreneurs	716 194	64,5	+ 7,3	+ 7,4	+ 4,6
Entreprises individuelles classiques	110 480	9,9	- 3,2	+ 1,1	- 0,3
Sociétés	284 564	25,6	+ 5,4	+ 4,7	+ 1,4
SARL & EURL	68 998	6,2	+ 1,0	- 4,8	+ 0,1
SAS & SASU	192 320	17,3	+ 9,7	+ 17,0	+ 1,6
SCI	933	0,1	- 27,2	+ 3,9	- 0,0
Autres ^a	22 313	2,0	- 10,8	+ 5,8	- 0,3
Total France entière	1 111 238	100,0	+ 5,7	+ 5,8	+ 5,7

a. Dont associations, fondations, collectivités territoriales, organismes professionnels, syndicats de propriétaires, etc.

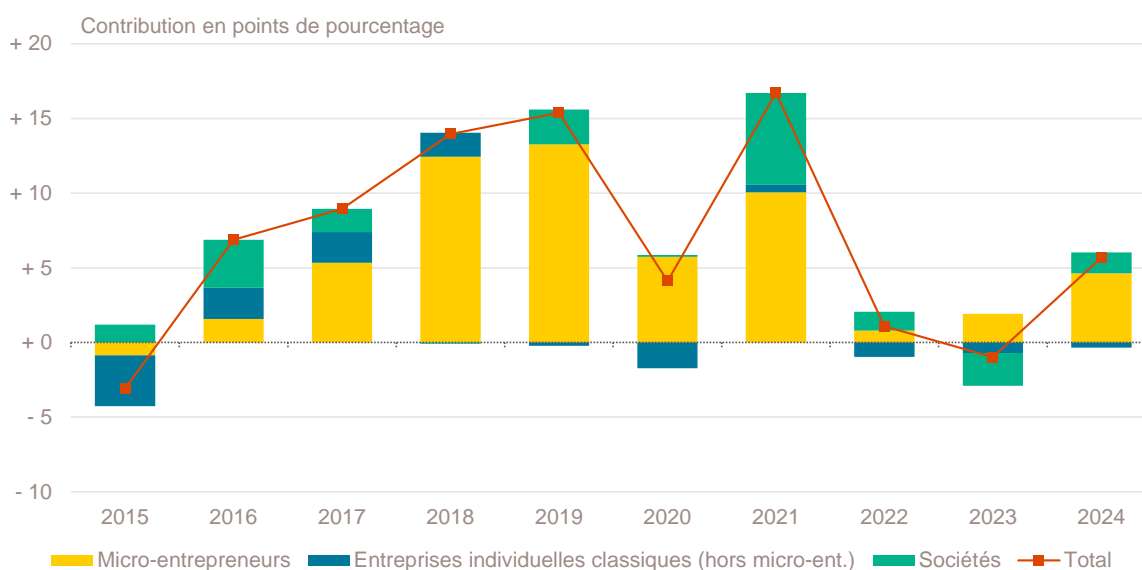
Lecture : en 2024, 68 998 SARL & EURL ont été créées en France (soit 6,2 % du total des créations de l'année), un nombre en augmentation de + 1 % par rapport à 2023 pour un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de - 4,8 % entre 2012 et 2023. Compte tenu de son poids dans l'évolution globale, la contribution des SARL & EURL à l'évolution du nombre de créations d'entreprises en France est de + 0,1 point de pourcentage.

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Sous l'impulsion des **SAS & SASU** (+ 10 % par rapport à 2023), la création de sociétés progresse en 2024 au même rythme que sa tendance de long terme (+ 5 % par an en moyenne depuis 2012) et que la création dans son ensemble (+ 5 % par rapport à 2023). Aussi, elles représentent toujours le **quart des créations d'entreprises**. En 2023, le recul des créations de sociétés (- 8 % par rapport à 2022) était également concomitant avec une baisse de l'entrepreneuriat au global, ce qui souligne le rôle essentiel de ce statut dans la dynamique entrepreneuriale. **La création d'entreprises individuelles classiques est en baisse en 2024, comme en 2023 et en 2022.**

Évolution de la création d'entreprise en France et contribution par statut juridique



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

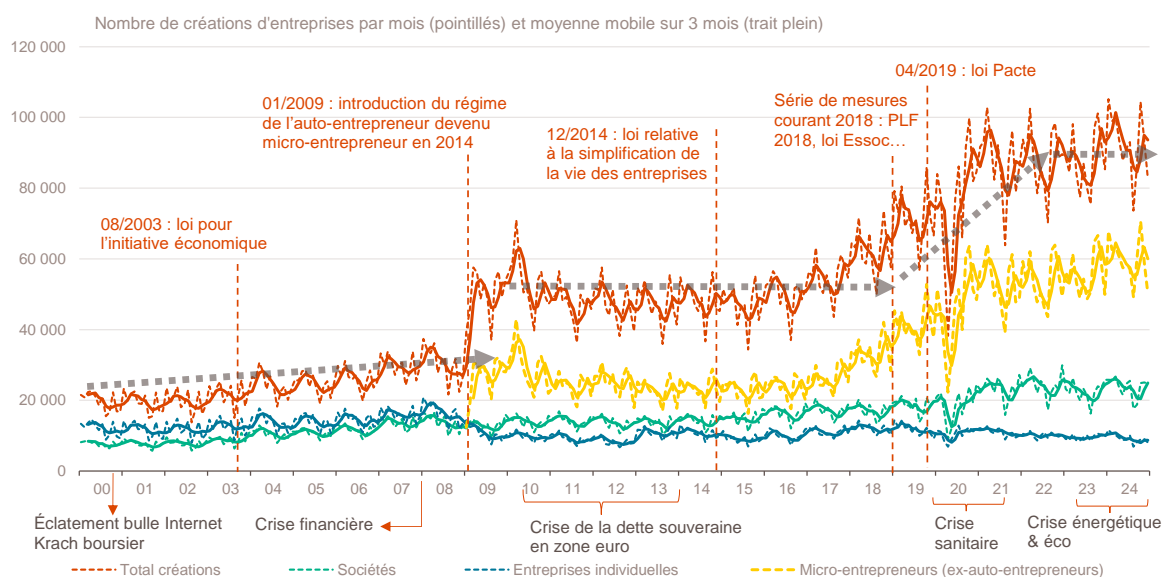
Évolutions juridiques et réglementaires depuis le 1^{er} janvier 2024

Depuis 2018, plusieurs mesures ont profité aux micro-entrepreneurs : le doublement des seuils de chiffre d'affaires permettant d'accéder au régime fiscal simplifié, le congé maternité unique élargissant les droits de congé maternité des femmes, le prélèvement à la source, les mesures prévues par loi Pacte du 22 mai 2019, diverses baisses du taux d'imposition, etc...

En 2024, de nouvelles mesures ont pu impacter les porteurs de projet et les chefs d'entreprise :

- **Revenu fiscal de référence (RFR)** : pour pouvoir opter pour le versement forfaitaire libératoire (VFL), le RFR revalorisé ne doit pas dépasser 27 478 € pour 2024.
- **Impôt sur le revenu** : revalorisation des limites des tranches du barème de l'impôt.
- **Seuil du régime micro-bénéfice-agricole (BA)** : le seuil de chiffre d'affaires du régime micro-BA est revalorisé et passe à 120 000 €.
- **Seuil du régime micro-bénéfices industriels et commerciaux (BIC) pour les meublés de tourisme** : diminution du seuil de chiffre d'affaires à 15 000 € et abattement rabaissé à 30 %.
- **Contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)** : aménagement du calendrier de la suppression progressive de la CVAE.
- **Jeunes entreprises innovantes (JEI)** : suppression de l'exonération d'impôt sur les bénéfices pour les entreprises créées après le 31 décembre 2023 et aménagement du critère de recherche avec la création des Jeunes entreprises de croissance (JEC).
- **Crédit d'impôt industrie verte (C3IV)** : création de ce nouveau crédit d'impôt pour les entreprises ayant une activité commerciale ou industrielle soumises au régime réel d'imposition.

Création d'entreprise par statut juridique et évolutions réglementaires, 2000-2024



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Pour en savoir plus : BPIFRANCE CRÉATION. « Synthèse de la loi de finances pour 2024 », rubrique en ligne.

Tendances sectorielles

En 2024, les activités scientifiques et techniques, de soutien aux entreprises et de transports et entreposage arrivent en tête des créations d'entreprises : avec plus de 380 000 entreprises créées, ces trois secteurs concentrent 34 % des immatriculations de l'année.

Les activités de transports et entreposage sont le plus grand contributeur positif à la dynamique entrepreneuriale de l'année (+ 2 points de pourcentage), tandis que les activités scientifiques et techniques représentent la plus forte contribution négative (- 1 point). Le secteur de l'immobilier et le commerce de gros sont les deux autres secteurs à afficher une contribution négative, du fait d'une baisse sensible du nombre de créations d'entreprise en 2024 (- 5 % et - 6 % respectivement). Si l'immobilier et les activités scientifiques et techniques ont déjà connu une baisse en 2023, le commerce de gros enregistre sa troisième année de baisse consécutive.

Le commerce de bouche (+ 25 %), les activités de transports et entreposage (+ 25 %) et le commerce et réparation automobiles (+ 19 %) forment le trio de tête des secteurs les plus dynamiques par rapport à 2023 quant à l'évolution du nombre de créations d'entreprises ; suivis de près par les activités de soutien aux entreprises (+ 16 %) et de l'industrie, dernier secteur avec une croissance à deux chiffres de la dynamique entrepreneuriale en 2024 (+ 11 %).

En 2024, la création d'entreprise a ainsi augmenté dans 15 secteurs sur 18, contre 9 en 2023. De fait, 6 secteurs en recul l'année précédente reprennent des couleurs en 2024. Il s'agit de la construction, du commerce de bouche, des services en direction des personnes, de l'enseignement, de la santé humaine et des activités financières et d'assurance.

Création d'entreprise en France par secteur d'activité, 2024

Année 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution annuelle %	TCAM 2012-2023 %	Contribution Point de %	Taux de renouvellement ‰
Activités secondaires	156 374	57,3	+ 5,1	+ 2,7	+ 0,7	177
Industrie	67 358	56,9	+ 11,4	+ 8,0	+ 0,7	240
Construction	89 016	57,6	+ 0,8	+ 0,3	+ 0,1	147
Activités de type commerce	290 626	64,8	+ 7,0	+ 3,5	+ 1,8	203
Commerce de détail	103 164	61,0	+ 5,3	+ 2,2	+ 0,5	213
Commerce de gros	21 664	47,2	- 5,7	+ 0,2	- 0,1	122
Commerce de bouche ^a	3 326	47,6	+ 25,0	+ 2,4	+ 0,1	82
Commerce et réparation automobiles	30 514	65,4	+ 19,1	+ 4,7	+ 0,5	262
Hébergement	9 300	39,5	+ 8,7	+ 9,2	+ 0,1	156
Restauration	35 074	44,0	+ 13,4	+ 2,8	+ 0,4	149
Services en direction des personnes	87 584	85,1	+ 5,7	+ 6,5	+ 0,4	276
Activités de type services	664 238	66,0	+ 5,2	+ 8,0	+ 3,2	224
Immobilier	36 472	43,6	- 4,9	+ 8,0	- 0,2	105
Transports et entreposage	106 726	86,0	+ 24,9	+ 21,3	+ 2,0	479
Activités scientifiques et techniques	160 367	63,5	- 6,3	+ 7,2	- 1,0	229
Activités de soutien aux entreprises	115 510	75,4	+ 15,9	+ 9,6	+ 1,5	392
Information et communication	69 288	72,8	+ 5,9	+ 8,1	+ 0,4	346
Enseignement	50 846	85,6	+ 2,7	+ 6,0	+ 0,1	246
Arts, spectacles et activités récréatives	37 416	65,7	+ 1,3	+ 3,8	+ 0,0	207
Santé humaine et action sociale ^b	52 923	36,8	+ 3,0	+ 3,5	+ 0,1	93
Activités financières et d'assurance	34 690	10,3	+ 4,4	+ 7,6	+ 0,1	146
Activités des sociétés holding	7 523	---	- 2,7	+ 0,2	- 0,0	62
Total France entière	1 111 238	64,5	+ 5,7	+ 5,8	+ 5,7	211

a. Ce secteur, composé par l'Observatoire, comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C), ainsi que les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature d'activités française, NAF rév.2, ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

b. Dans ce secteur regroupé de la NAF rév.2, le nombre de créations d'entreprises relevant de l'action sociale est très faible.

Lecture : en 2024, 67 358 entreprises ont vu le jour dans l'industrie (dont 56,9 % de micro-entrepreneurs), en hausse de + 11 % par rapport à 2023, contre un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de + 8 % entre 2012 et 2023. Compte tenu de son poids dans l'évolution globale, la contribution de l'industrie à l'évolution du nombre de créations d'entreprises en France en 2024 est de + 0,7 point de pourcentage. Le taux de renouvellement des entreprises en 2024 est de 240 créations pour 1 000 entreprises existantes en 2021.

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

En termes de renouvellement du stock d'entreprises, le secteur des transports et entreposage demeure toujours en tête, avec 479 créations pour 1 000 entreprises existantes en 2021 (dernières données disponibles), soit deux fois plus que le taux moyen. **Un tel niveau de renouvellement est synonyme de marché très concurrentiel (beaucoup d'entrées et/ou de sorties), du fait d'une présence prépondérante et volatile de micro-entrepreneurs dans les autres activités de poste et de courrier.** Ainsi, dans les transports et entreposage, près de 9 créations d'entreprises sur 10 en 2024

sont des micro-entrepreneurs. Or, ces derniers affichent un très faible taux de pérennité : seuls 12 % des micro-entrepreneurs créés en 2018 dans ce secteur sont encore actifs trois ans plus tard, contre 32 % des micro-entrepreneurs tous secteurs confondus¹.

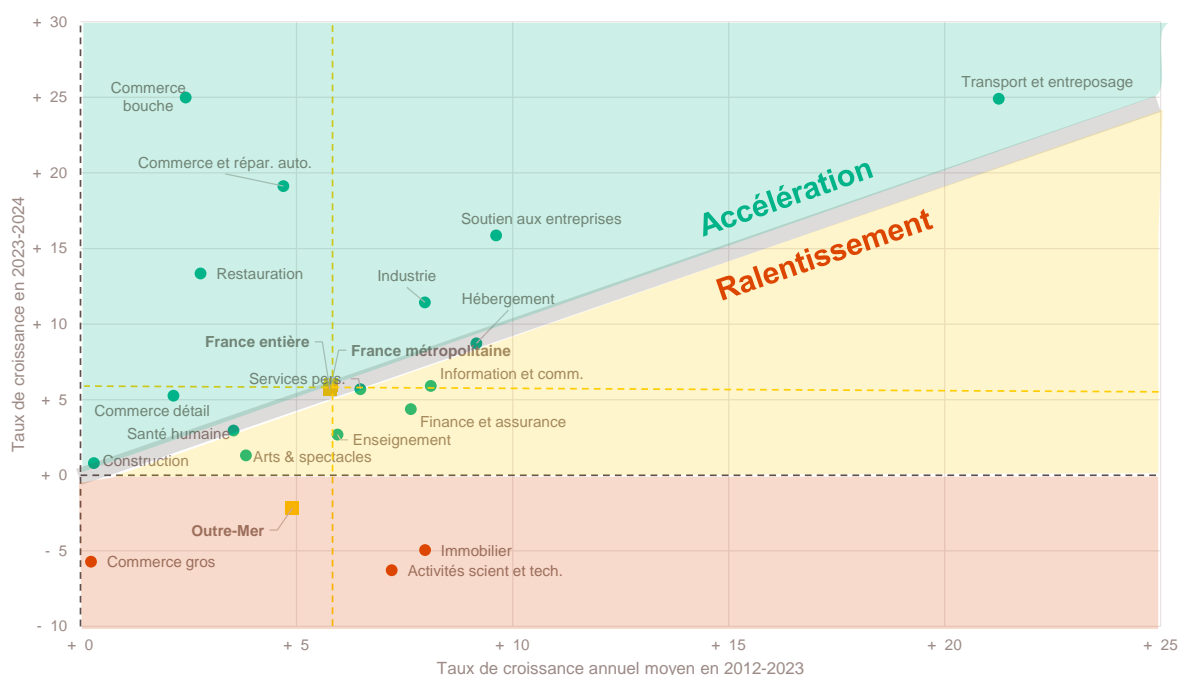
Par ailleurs, le commerce de bouche, le commerce de détail et la réparation automobile, les transports et entreposage, le soutien aux entreprises, la restauration et l'industrie sont les secteurs moteurs de la dynamique entrepreneuriale. Il s'agit de secteurs avec une évolution annuelle supérieure aux + 6 % enregistrés au niveau national, et en forte accélération par rapport à leur tendance de long terme.

En 2024, la dynamique entrepreneuriale évolue à un rythme positif proche de sa tendance de long terme dans les secteurs de la santé humaine, de la construction, de l'hébergement et des services en direction des personnes comme pour l'ensemble du territoire français (+ 6 % en évolution annuelle 2023-2024 et en taux de croissance annuel moyen de 2012 à 2023).

À l'inverse, le nombre de création d'entreprise en 2024 dans les secteurs arts, spectacles et activités récréatives, information et communication, finance et assurance et enseignement progresse mais moins vite en un an que sur le long terme (en hausse par rapport à 2023 mais en ralentissement par rapport à leur évolution annuelle moyenne depuis 2012).

La baisse du nombre de créations d'entreprises dans les secteurs du commerce de gros, de l'immobilier et des activités scientifique et techniques est suffisamment sensible en 2024 pour que leur dynamique entrepreneuriale régresse (évolution de court terme négative et inférieure à celle de longue période).

Évolution à court et long termes de la création d'entreprise par secteur d'activité, 2024



Lecture : le nombre de créations d'entreprises dans le commerce de détail augmente de + 5,3 % en 2024 par rapport à 2023, alors que ce nombre était en hausse sur les dix dernières années de + 2,2 % par an en moyenne. Le commerce de détail est donc un secteur dont la dynamique entrepreneuriale est en hausse et en accélération par rapport à sa tendance de long terme.

Note de lecture : le graphique compare l'évolution du nombre de créations d'entreprises à court terme (entre 2023 et 2024 ; en ordonnée) avec son évolution moyenne de long terme (sur 2012-2023 ; en abscisse). La ligne grise représente la zone où l'évolution se poursuit au même rythme sur les deux périodes. Ainsi, en dessous (au-dessus) de cette ligne, se situent les secteurs en ralentissement (en accélération) en 2024 par rapport à leur tendance de long terme. Les axes en pointillés jaunes permettent de situer l'évolution de la création d'entreprise dans les secteurs par rapport à la moyenne nationale tous secteurs confondus.

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

¹ INSEE. « Près de la moitié des micro-entrepreneurs ayant démarré leur activité en 2018 sont encore actifs trois ans après ». Insee Première n° 1963, 24/07/2023.

Tendances par activité en nombre de créations d'entreprises

En 2024, les cinq premières activités porteuses de la création d'entreprise en nombre sont les mêmes qu'en 2023 (les autres activités de poste et de courrier, le conseil pour les affaires et autres conseils de gestion, les autres services personnels (non compris ailleurs), le nettoyage courant des bâtiments et la vente à distance sur catalogue spécialisé) et constituent à elles-seules près d'un quart des immatriculations de l'année, avec plus de 250 000 créations d'entreprise.

Le Top 20 sectoriel représente près de la moitié des immatriculations de 2024. Il est majoritairement constitué d'activités micro-entrepreneuriales à l'exception de la production d'électricité, de la restauration rapide, de la gestion de fonds et de la vente à domicile. Les activités commerciales mais également scientifiques et techniques dominent ce Top 20 avec 4 activités relevant du commerce (vente à distance sur catalogue spécialisé, vente à distance sur catalogue général, vente à domicile et commerce de voitures et de véhicules automobiles légers) et 3 relevant des activités scientifiques et techniques (conseil pour les affaires et autres conseils de gestion, activités spécialisées de design et conseil en relations publiques et communication).

La nature des activités les plus prisées par les porteurs de projet est stable dans le temps : seules deux activités du classement de 2023 ne figurent plus dans celui de 2024, à savoir les autres activités récréatives et de loisirs et les travaux d'installation électrique dans tous locaux. Et deux activités font leur entrée dans le palmarès : le commerce de voitures et de véhicules automobiles légers, qui, après être sortie en 2021, refait son entrée en 19^e position, et les autres activités de soutien aux entreprises non comprises ailleurs (20^e rang).

Les soins de beauté font une belle avancée, gagnant 5 places en un an (13^e rang). Mais la plus forte progression parmi les activités déjà présentes en 2023 concerne les transports de voyageurs par taxis qui grimpent de la 17^e à la 10^e position en 2024 (19^e position en 2022). À l'inverse, les activités de conseil en relations publiques et communication reculent à la 18^e position (- 6 places par rapport à 2023 et - 13 par rapport à 2022), indiquant une tendance baissière récente puisque le TCAM sur la période 2012-2023 est positif. D'ailleurs, 13 activités du Top 20 sont en ralentissement par rapport à leur tendance de long terme, tandis que la vente à distance sur catalogue spécialisé, les soins de beauté et le commerce de voitures et de véhicules automobiles légers affichent les plus fortes accélérations du nombre de créations d'entreprise par rapport à leur tendance depuis 2012.

Top 20 des activités en nombre de créations d'entreprises, 2024

Année 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution 2023-2024 %	TCAM 2012-2023 %	Taux de renouvellement ‰
5320Z-Autres activités de poste et de courrier	72 218	98,2	+ 26,5	+ 53,8	787
7022Z-Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	59 115	61,8	- 16,2	+ 10,6	268
9609Z-Autres services personnels n.c.a.	46 766	90,5	+ 0,3	+ 12,9	476
8121Z-Nettoyage courant des bâtiments	45 525	91,0	+ 19,6	+ 16,9	631
4791B-Vente à distance sur catalogue spécialisé	27 470	81,3	+ 24,2	+ 14,5	877
3511Z-Production d'électricité	23 270	11,3	+ 15,7	+ 21,6	635
6201Z-Programmation informatique	23 243	78,4	+ 7,5	+ 10,6	417
4791A-Vente à distance sur catalogue général	19 971	81,8	- 8,3	+ 15,1	769
6831Z-Agences immobilières	18 870	80,7	- 8,4	+ 9,8	230
4932Z-Transports de voyageurs par taxis	18 581	54,5	+ 20,5	+ 15,0	263
5610C-Restauration de type rapide	18 135	40,8	+ 11,4	+ 3,6	206
6630Z-Gestion de fonds	18 071	0,2	+ 8,7	+ 37,2	456
9602B-Soins de beauté	17 900	87,6	+ 17,4	+ 3,6	310
7410Z-Activités spécialisées de design	17 413	82,9	- 12,2	+ 9,9	323
4799A-Vente à domicile	17 181	17,9	+ 0,4	+ 3,4	398
8559B-Autres enseignements	16 815	91,3	+ 7,3	+ 11,7	314
6202A-Conseil en systèmes et logiciels informatiques	16 160	57,9	+ 2,4	+ 9,0	321
7021Z-Conseil en relations publiques et communication	15 884	84,6	- 5,4	+ 9,0	375
4511Z-Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	15 489	65,6	+ 18,6	+ 6,0	418
8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	14 808	85,8	+ 17,8	+ 9,7	534

Lecture : en 2024, 72 218 entreprises ont été créées dans les autres activités de poste et de courrier dont 98,2 % de micro-entrepreneurs, un nombre en augmentation de + 26,5 % par rapport à 2023 pour un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de + 53,8 % entre 2012 et 2023. Le taux de renouvellement est de 787 nouvelles entreprises en 2024 pour 1 000 entreprises existantes en 2021.

Note de lecture : la méthodologie appliquée par l'Insee pour affecter un code APE à chaque création d'entreprise en fonction des informations sectorielles fournies au moment de l'enregistrement de l'entreprise est susceptible d'être révisée en cours d'année, entraînant des reclassifications qui ne sont pas prises en compte de façon rétrospective. Ainsi, une proportion de la variation dans le temps du nombre de créations dans une activité peut être liée à cette révision méthodologique.

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Tendances par activité en croissance du nombre de créations d'entreprises

Dans le Top 20 des évolutions positives, les activités d'études de marché et sondages (+ 149 %) et d'édition de logiciels applicatifs (+ 105 %) ont connu les plus fortes hausses du nombre de créations d'entreprise en 2024 tandis que les activités de vente à distance sur catalogue spécialisé se distinguent par un taux de renouvellement particulièrement élevé (877 pour 1 000 entreprises existantes en 2021) signifiant un nombre important d'entrées par rapport au stock existant. À l'inverse, et malgré une forte croissance en 2024, le taux de renouvellement des entreprises reste faible dans la boulangerie et boulangerie-pâtisserie, le commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé, les activités de prépresse et les services d'aménagement paysager, reflétant un nombre élevé d'entreprises déjà présentes.

Six activités figuraient déjà dans ce classement en 2023. Il s'agit des activités d'édition de logiciels applicatifs, des ambulances, des transports routiers de fret interurbains, des activités de centres d'appels, de la location et location-bail d'autres biens personnels et domestiques et des activités des agences de publicité, qui affichent ainsi une forte croissance pour la 2^e année consécutive (3^e année consécutive pour la location et location-bail d'autres biens personnels et domestiques). À l'inverse, l'action sociale sans hébergement et les activités de prépresse, qui figuraient parmi les plus fortes décroissances du nombre de créations en 2023, bénéficieraient d'un effet rebond en 2024.

Les activités industrielles et de soutien aux entreprises sont les plus présentes dans ce Top 20 en croissance : 5 relèvent du soutien aux entreprises (activités liées aux systèmes de sécurité, activités de centres d'appels, location et location-bail d'autres biens personnels et domestiques, services d'aménagement paysager et autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel) et 3 relèvent de l'industrie (fabrication de biscuits, biscottes et pâtisseries de conservation, autre imprimerie (labeur) et activités de prépresse).

Toutes les activités de ce Top 20 ont une dynamique entrepreneuriale en accélération par rapport à leur croissance annuelle moyenne des onze dernières années, à l'exception des autres activités de poste et de courrier, reflet d'une surperformance de 2016 à 2021.

Top 20 des activités en croissance du nombre de créations d'entreprises, 2024

Année 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution 2023-2024 %	TCAM 2012-2023 %	Taux de renouvellement ‰
7320Z-Études de marché et sondages	1 747	87,2	+ 148,5	+ 3,2	585
5829C-Édition de logiciels applicatifs	2 064	61,2	+ 105,2	+ 5,1	391
9603Z-Services funéraires	794	67,1	+ 54,8	+ 3,3	203
1072Z-Fabrication de biscuits, biscottes et pâtisseries de conservation	1 098	89,6	+ 49,0	+ 12,3	481
8020Z-Activités liées aux systèmes de sécurité	797	55,8	+ 49,0	+ 2,1	319
8690A-Ambulances	1 237	91,8	+ 46,4	+ 7,7	240
8899B-Action sociale sans hébergement n.c.a.	1 892	72,5	+ 43,0	+ 12,6	481
4941A-Transports routiers de fret interurbains	9 607	79,8	+ 42,4	+ 21,4	565
1812Z-Autre imprimerie (labeur)	1 098	79,1	+ 41,5	+ 8,1	207
1071C-Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	1 764	25,8	+ 32,9	+ 0,7	58
6311Z-Traitement de données, hébergement et activités connexes	1 216	74,6	+ 31,3	+ 3,5	259
8220Z-Activités de centres d'appels	1 139	87,4	+ 30,2	- 1,6	621
7729Z-Location et location-bail d'autres biens personnels et domestiques	1 562	75,7	+ 27,3	+ 12,9	541
5320Z-Autres activités de poste et de courrier	72 218	98,2	+ 26,5	+ 53,8	787
4722Z-Comm. de dét. de viandes et de produits dérivés en magasin spécialisé	931	19,9	+ 25,5	- 0,8	70
4791B-Vente à distance sur catalogue spécialisé	27 470	81,3	+ 24,2	+ 14,5	877
1813Z-Activités de pré-presse	1 483	88,0	+ 23,9	- 6,8	134
8130Z-Services d'aménagement paysager	6 389	48,5	+ 22,7	+ 3,8	184
8122Z-Autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel	2 467	71,3	+ 21,8	+ 3,4	269
7311Z-Activités des agences de publicité	6 641	75,7	+ 21,8	+ 3,5	338

Lecture : en 2024, 1 747 entreprises ont été créées dans les études de marché et sondages (dont 87,2 % de micro-entrepreneurs), un nombre en hausse de + 148,5 % par rapport à 2023 pour un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de + 3,2 % entre 2012 et 2023. Le taux de renouvellement est de 585 nouvelles entreprises en 2024 pour 1 000 entreprises existantes en 2021.

Notes de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, l'évolution de leur nombre dans le temps peut être très forte. Afin d'éviter ce biais, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations supérieur au troisième quartile de l'année analysée (à savoir les activités avec plus de 777 créations d'entreprises en France en 2024). La méthodologie appliquée par l'Insee pour affecter un code APE à chaque création d'entreprise en fonction des informations sectorielles fournies au moment de l'enregistrement de l'entreprise est susceptible d'être révisée en cours d'année, entraînant des reclassifications qui ne sont pas prises en compte de façon rétrospective. Ainsi, une proportion de la variation dans le temps du nombre de créations dans une activité peut être liée à cette révision méthodologique.

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Tendances par activité en décroissance du nombre de créations d'entreprises

Dans le Top 20 des plus fortes décroissances du nombre de créations d'entreprises en 2024 se trouvent surtout des activités commerciales (commerce de gros d'habillement et de chaussures, autres commerces de détail alimentaires en magasin spécialisé, commerce de gros de boissons, commerce de gros non spécialisé, vente à distance sur catalogue général, commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé) et **scientifiques et techniques** (conseil pour les affaires et autres conseils de gestion, activités spécialisées de design, activités juridiques et activités d'architecture).

En plus d'une décroissance du flux entrant d'entreprises sur les marchés, la plupart des activités de ce Top 20 ont un taux de renouvellement faible, indiquant une dynamique entrepreneuriale atone, à l'exception de l'édition de journaux et de la vente à distance sur catalogue général. Il s'agit d'activités susceptibles de connaître des périodes d'engouements ou caractérisées par d'importantes entrées-sorties d'acteurs, pouvant *in fine* se traduire par un nombre important de créations – même en baisse – par rapport au nombre d'acteurs déjà présents sur le marché. Ainsi, dans l'édition de journaux, la création d'entreprise a été multipliée par 9 en un an, passant de 164 créations en 2020 à 1 464 en 2021.

Ce Top 20 est très fluctuant : seules deux activités figuraient aussi en 2023, à savoir l'enseignement supérieur et les activités des marchands de biens immobiliers. À l'inverse, la vente à distance sur catalogue général semble connaître une correction après une hausse de + 80 % en 2023. La baisse significative de la création d'entreprise dans certaines activités peut également s'expliquer par une conjoncture économique incertaine (pour le commerce notamment) ou un marché immobilier sous tension (baisse des SCI couplée à celle des activités relatives à l'immobilier – supports juridiques de programmes, promotion immobilière de logements, activités des marchands de biens immobiliers, agences immobilières, activités d'architecture).

Toutes les activités de ce Top 20 affichent un taux de croissance annuel moyen (TCAM) positif à l'exception de 3 : les autres commerces de détail alimentaires en magasin spécialisé, le commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé et les activités d'architecture. Ainsi, malgré une évolution annuelle négative du nombre de créations d'entreprises en 2024, 17 activités de ce Top 20 présentent une tendance de long terme à la hausse. En revanche, **ces 20 activités présentent une dynamique entrepreneuriale qui ralentit, avec une évolution à court terme inférieure à celle de long terme.**

Top 20 des activités en décroissance du nombre de créations d'entreprises, 2024

Année 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution 2023-2024 %	TCAM 2012-2023 %	Taux de renouvellement ‰
4642Z-Commerce de gros d'habillement et de chaussures	1 376	64,4	- 34,1	+ 8,9	229
4110D-Supports juridiques de programmes	2 656	0,0	- 22,2	+ 1,9	81
4110A-Promotion immobilière de logements	1 213	1,7	- 21,4	+ 6,0	99
5813Z-Édition de journaux	1 960	93,6	- 21,3	+ 34,2	812
7022Z-Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	59 115	61,8	- 16,2	+ 10,6	268
7739Z-Loca et loca-bail d'autres machines, équipements et biens matériels n.c.a.	5 067	7,8	- 14,7	+ 10,1	184
8542Z-Enseignement supérieur	1 624	93,3	- 14,2	+ 8,4	207
4729Z-Autres commerces de détail alimentaires en magasin spécialisé	814	27,8	- 14,0	- 1,7	79
6810Z-Activités des marchands de biens immobiliers	3 444	2,1	- 13,7	+ 4,3	106
7410Z-Activités spécialisées de design	17 413	82,9	- 12,2	+ 9,9	323
8552Z-Enseignement culturel	4 335	91,4	- 11,7	+ 2,7	155
4634Z-Commerce de gros de boissons	781	24,3	- 10,3	+ 3,2	91
4690Z-Commerce de gros non spécialisé	3 605	28,8	- 8,9	+ 6,0	266
6910Z-Activités juridiques	6 130	14,0	- 8,9	+ 2,5	78
6831Z-Agences immobilières	18 870	80,7	- 8,4	+ 9,8	230
4791A-Vente à distance sur catalogue général	19 971	81,8	- 8,3	+ 15,1	769
5920Z-Enregistrement sonore et édition musicale	2 211	58,8	- 7,8	+ 7,2	296
5912Z-Post-production de films, de vidéo et de programmes de télévision	2 244	90,4	- 7,3	+ 10,0	642
4771Z-Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	2 593	43,6	- 7,3	- 3,9	79
7111Z-Activités d'architecture	2 703	64,6	- 7,1	- 2,9	77

Lecture : en 2024, 1 376 entreprises ont été créées dans le commerce de gros d'habillement et de chaussures (dont 64,4 % de micro-entrepreneurs), un nombre en baisse de - 34,1 % par rapport à 2023 pour un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de + 8,9 % entre 2012 et 2023. Le taux de renouvellement est de 229 nouvelles entreprises en 2024 pour 1 000 entreprises existantes en 2021.

Notes de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, l'évolution de leur nombre dans le temps peut être très forte. Afin d'éviter ce biais, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations supérieur au troisième quartile de l'année analysée (à savoir les activités avec plus de 777 créations d'entreprises en France en 2024. La méthodologie appliquée par l'Insee pour affecter un code APE à chaque création d'entreprise en fonction des informations sectorielles fournies au moment de l'enregistrement de l'entreprise est susceptible d'être révisée en cours d'année, entraînant des reclassifications qui ne sont pas prises en compte de façon rétrospective. Ainsi, une proportion de la variation dans le temps du nombre de créations dans une activité peut être liée à cette révision méthodologique.

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

2. ÉVOLUTIONS RÉGIONALES ET DÉPARTEMENTALES

Attractivité des régions

En 2024, la région Île-de-France concentre plus du quart des nouvelles immatriculations d'entreprises du pays, une part stable dans un contexte de hausse du nombre de créations d'entreprises depuis 2012 qui démontre la forte attractivité de ce territoire (le TCAM est positif et le plus élevé, à + 7,5 %). La création d'entreprise y évolue ainsi, en 2024, au même rythme que sur l'ensemble du pays (+ 5,7 %). En métropole, c'est aussi la région la plus attractive au regard des créations rapportées au stock d'entreprise ou au nombre d'habitants.

Si la Bretagne connaît la plus forte dynamique entrepreneuriale annuelle, elle est talonnée par les Hauts-de-France (respectivement + 7,9 % et + 7,8 % par rapport à 2023). La région septentrionale affiche également un taux de renouvellement élevé, comme en Île-de-France et en Provence-Alpes-Côte d'Azur, soulignant l'effet attractif des grandes villes comme Lille, Paris ou Marseille sur les porteurs de projet. L'évolution annuelle, bien que positive en Provence-Alpes-Côte d'Azur, reste la plus faible observée en France métropolitaine en 2024.

Au global, la création d'entreprise en 2024 est en hausse par rapport à 2023 dans toutes les régions sauf à Mayotte et en Martinique, vraisemblablement en raison d'évènements climatiques majeurs (cyclones, sécheresse) et de tensions sociales.

En métropole, les micro-entrepreneurs représentent plus de 6 immatriculations nouvelles sur 10, avec une part particulièrement élevée cette année en Occitanie et en Aquitaine (7 sur 10). L'Île-de-France et la Bretagne se distinguent par une présence micro-entrepreneuriale moins élevée (62 % et 61 % respectivement) en comparaison de la part moyenne en métropole (65 %). En Outre-mer, ce taux reste plus faible (1 sur 2), particulièrement en Martinique et à Mayotte (2 sur 5).

Création d'entreprise en France par région, 2024

Année 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution annuelle %	TCAM 2012-2023 %	Taux de renouvellement ‰	Création d'entreprise pour 10 000 habitants
Île-de-France	312 543	61,9	+ 5,7	+ 7,5	260	251
Centre-Val de Loire	31 211	66,4	+ 5,6	+ 5,3	199	119
Bourgogne-Franche-Comté	33 291	65,1	+ 6,7	+ 4,9	187	116
Normandie	37 356	64,8	+ 4,8	+ 5,4	190	110
Hauts-de-France	69 913	66,9	+ 7,8	+ 5,5	218	115
Grand Est	67 017	66,9	+ 6,5	+ 5,1	198	118
Pays de la Loire	47 203	63,9	+ 5,1	+ 5,7	184	120
Bretagne	41 653	61,0	+ 7,9	+ 5,5	178	120
Nouvelle-Aquitaine	92 144	67,5	+ 5,8	+ 5,4	187	148
Occitanie	102 485	67,7	+ 6,3	+ 4,8	198	167
Auvergne-Rhône-Alpes	130 063	65,7	+ 7,6	+ 5,4	191	157
Provence-Alpes-Côte d'Azur	106 186	66,0	+ 2,9	+ 4,7	203	204
Corse	6 522	64,7	+ 5,4	+ 4,0	169	185
France métrop. hors Île-de-France	765 044	66,0	+ 6,1	+ 5,2	194	141
France métropolitaine	1 077 587	64,8	+ 5,9	+ 5,8	210	162
France d'outre-mer	33 651	51,9	- 2,2	+ 4,9	241	153
Guadeloupe	8 178	56,7	+ 1,5	+ 4,4	264	210
Martinique	7 317	41,1	- 18,3	+ 5,6	188	201
Guyane	3 540	50,8	+ 5,9	+ 3,6	340	123
La Réunion	13 097	56,5	+ 6,6	+ 4,9	230	149
Mayotte	1 519	40,2	- 13,2	+ 6,3	719	56
France entière	1 111 238	64,5	+ 5,7	+ 5,8	211	161

Lecture : en 2024, 31 211 entreprises ont été créées en Centre-Val de Loire (dont 66,4 % de micro-entrepreneurs), un nombre en hausse de + 5,6 % par rapport à 2023 et un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de + 5,3 % entre 2012 et 2023. Le taux de renouvellement des entreprises est de 199 nouvelles entreprises en 2024 pour 1 000 entreprises existantes en 2021 dans la région, tandis que la création par habitant s'élève à 119 créations pour 10 000 habitants.

Note de lecture : voir l'Annexe 1 et l'Annexe 2 pour le détail par région et département.

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene, RP). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

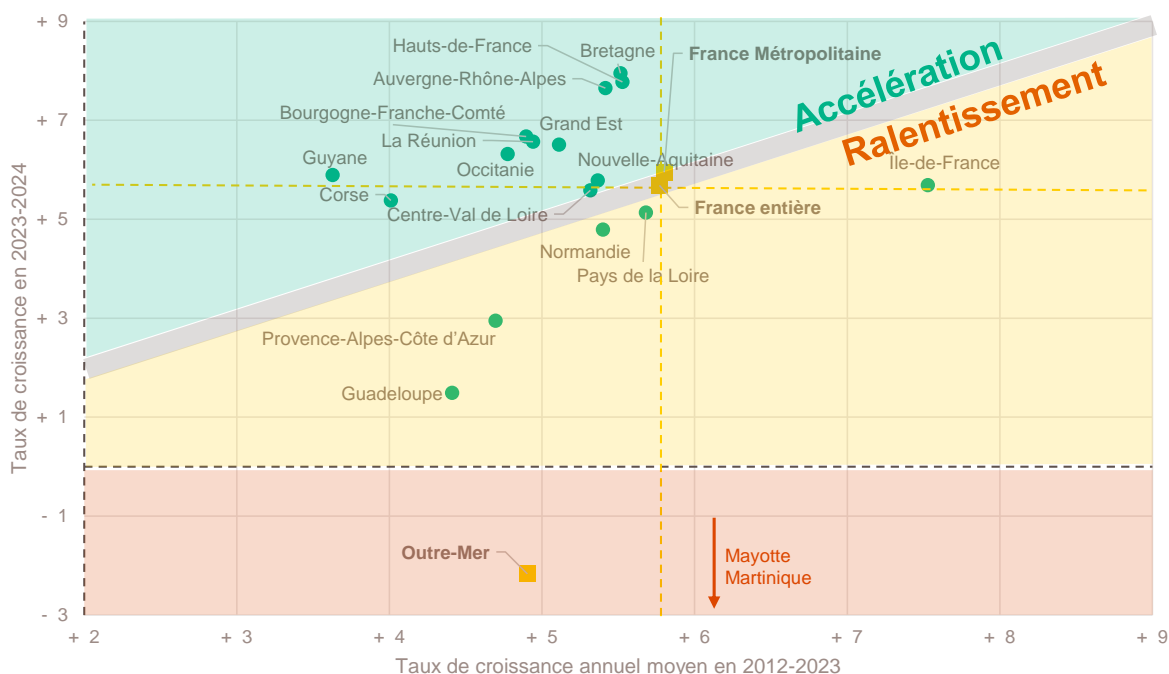
Dynamique des régions

En 2024, la Bretagne, les Hauts-de-France et l’Auvergne-Rhône-Alpes affichent un dynamisme entrepreneurial particulièrement important, avec des évolutions de la création d’entreprise supérieures à + 7 % par rapport à 2023. Ces dynamiques régionales sont ainsi en accélération par rapport à leurs tendances respectives de long terme (aux alentours de + 5,5 % par an en moyenne de 2012 à 2023).

Cette dynamique entrepreneuriale s’étend sur la quasi-totalité du territoire : la Bourgogne-Franche-Comté, le Grand Est, l’Occitanie, la Nouvelle Aquitaine, la Guyane, La Réunion, la Corse et le Centre-Val de Loire sont **également en hausse** (avec des évolutions annuelles supérieures à + 5 %) et en **accélération par rapport leurs taux de croissance annuels moyens** de 2012 à 2023. **Sur les onze régions en accélération, neuf sont au cœur de la dynamique entrepreneuriale cette année**, avec des évolutions annuelles supérieures à celle de la France (Nouvelle Aquitaine, Corse et Centre-Val de Loire évoluent peu ou prou au même rythme que la France).

Si la création d’entreprise recule à Mayotte et en Martinique, elle progresse mais moins vite dans cinq régions : Île-de-France, Normandie, Pays de la Loire, Provence-Alpes-Côte d’Azur et Guadeloupe. La région Île-de-France est la seule à avoir une évolution de long terme supérieure à celle du pays (+ 7,5 % contre + 5,8 %), ce qui en fait une région motrice sur longue période, mais qui laisse ce rôle aux neuf régions ci-dessus qui tirent la dynamique entrepreneuriale en 2024².

Évolution à court et à long termes de la création d’entreprise par région, 2024



Note de lecture : cette année, Mayotte et Martinique affichent des évolutions très en écart avec les autres régions pour être représentées sur cette matrice.

Lecture : la création d’entreprise en Normandie augmente de + 4,8 % en 2024 par rapport à 2023 après avoir progressé de + 5,4 % tous les ans en moyenne depuis 2012. En 2024, la Normandie témoigne donc d’une dynamique entrepreneuriale en hausse mais en ralentissement par rapport à sa tendance de long terme.

Note de lecture : le graphique compare l’évolution du nombre de créations d’entreprises à court terme (entre 2023 et 2024 ; en ordonnée) avec son évolution moyenne de long terme (sur 2012-2023 ; en abscisse). Les axes en pointillés jaunes permettent de situer l’évolution de la création d’entreprise dans les secteurs par rapport à la moyenne nationale tous secteurs confondus.

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

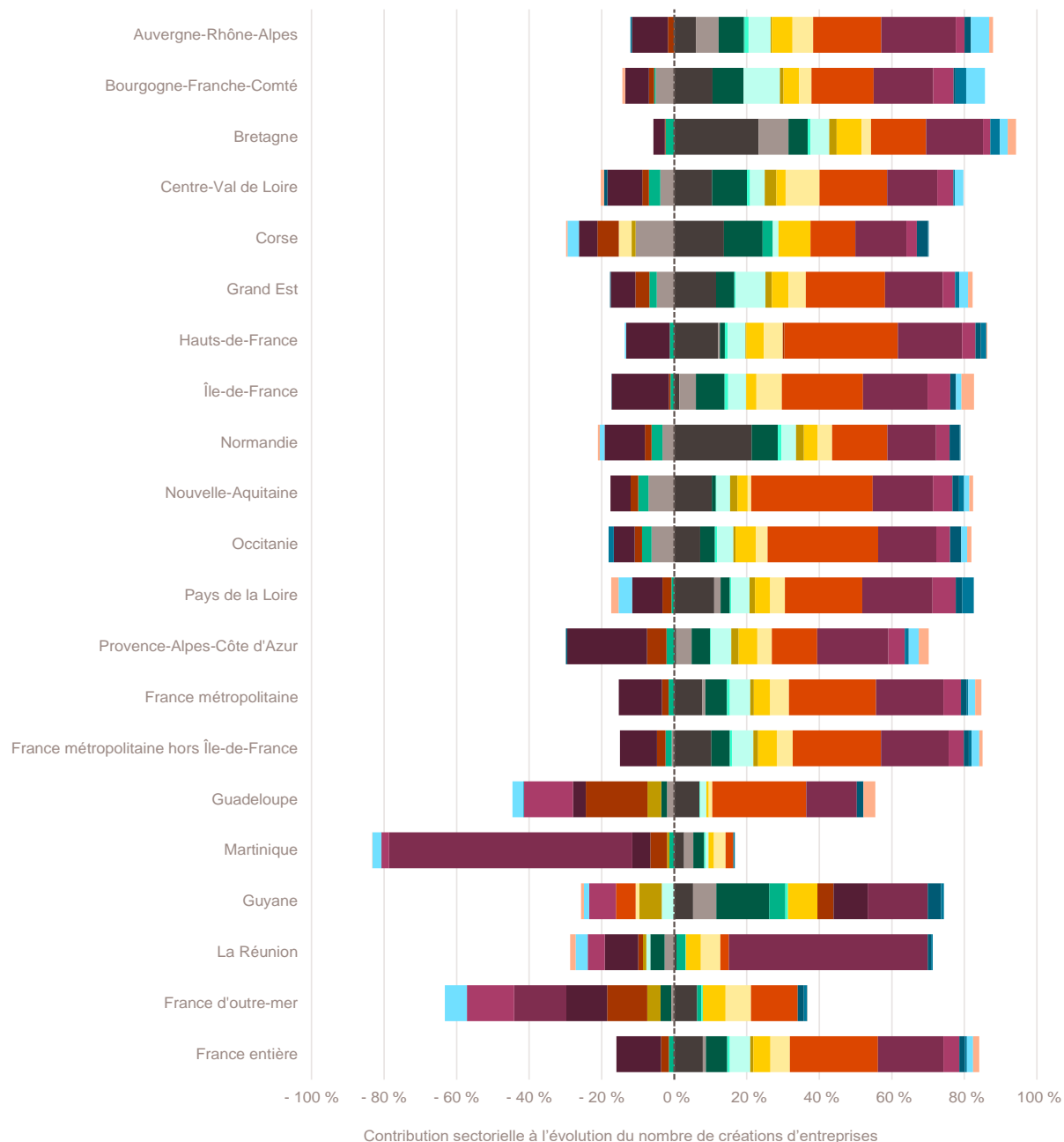
Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d’entreprise.

² Mayotte a aussi un TCAM supérieur à celui de la France (+ 6,3 %) mais ne peut être qualifiée de « région motrice » en raison d’un nombre de créations d’entreprises moins élevé.

Tendances sectorielles par région

En 2024, la création d'entreprise dans l'industrie et la restauration est en hausse dans toutes les régions de France par rapport à 2023. À l'inverse, l'immobilier est en baisse partout sauf en Guyane et dans les Hauts-de-France. De même, les activités scientifiques et techniques ont une contribution négative à la dynamique entrepreneuriale partout sauf en Guyane.

Contribution sectorielle à l'évolution de la création d'entreprise régionale, 2024



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Tendances sectorielles en France métropolitaine

En métropole, la création d'entreprise dans le commerce de détail et de réparation automobile, les transports et entreposage, les activités de soutien aux entreprises et l'information et communication progresse dans toutes les régions. Ces cinq secteurs – en plus de l'industrie et de la restauration en hausse partout en France – contribuent donc positivement à la dynamique entrepreneuriale dans toutes les régions de métropole.

Les plus grands contributeurs à la croissance du nombre de créations d'entreprises en 2024 sont les transports et entreposage dans la plupart des régions de métropole (8 sur 13). Cette contribution est particulièrement prépondérante en Occitanie, en Nouvelle-Aquitaine et dans les Hauts-de-France, en lien avec une progression importante des activités de poste et de courrier. En Île-de-France, ce secteur est le principal contributeur à la croissance du nombre de nouvelles entreprises avec une progression de + 15 %, mais surtout à la forte concentration régionale : 4 créations d'entreprises sur 10 dans les transports et entreposage en 2024 se sont installées en région francilienne.

L'industrie est le moteur principal de la dynamique entrepreneuriale en Normandie et en Bretagne en 2024, avec 1 création régionale sur 10 (contre 6 % en métropole) et une évolution supérieure à + 20 % par rapport à 2023. Ces évolutions s'expliquent surtout par une forte expansion des activités de production d'électricité, en lien avec les aides³ et la possibilité de revendre le surplus des installations photovoltaïques⁴.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, en Corse et en Auvergne-Rhône-Alpes, les activités de soutien aux entreprises ont été le principal contributeur à la croissance notamment sous l'impulsion des activités de nettoyage courant des bâtiments et de services administratifs combinés de bureau – mais aussi des services d'aménagement paysager pour la Corse.

En Occitanie et en Nouvelle-Aquitaine, un petit nombre de secteurs (en l'occurrence les transports et entreposage et les activités de soutien aux entreprises) **contribuent fortement à la dynamique entrepreneuriale en 2024, tandis qu'en Bourgogne-Franche-Comté, en Centre-Val de Loire et en Corse les contributions sectorielles sont distribuées de façon plus homogène.**

Tendances sectorielles en France d'Outre-mer

En Guyane, l'évolution de la dynamique entrepreneuriale n'est pas surdéterminée par un petit nombre de secteurs, même si les activités de soutien aux entreprises restent le principal contributeur à la croissance.

À l'inverse, à La Réunion et en Martinique, les activités de soutien aux entreprises expliquent, à elles-seules, plus de la moitié de l'évolution de la dynamique entrepreneuriale régionale en 2024. En effet, La Réunion a vu une explosion des activités de location et location-bail d'autres machines, équipements et biens matériels, en parallèle d'un important fléchissement de ces mêmes activités en Martinique.

Les transports et entreposage sont le principal contributeur à l'évolution de la création d'entreprise en Guadeloupe.

Finalement, **les secteurs de l'hébergement, de l'information et communication et de la santé humaine ont une contribution négative dans toutes les régions d'Outre-mer** avec un nombre d'immatriculations en 2024 en baisse par rapport à 2023.

³ [Installation de panneaux solaires : vous avez droit à des aides ! | ministère de l'Économie des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique](#)

⁴ [Arrêté du 6 octobre 2021 au 3° de l'article D. 314-15 du code de l'énergie et situées en métropole continentale - Légifrance](#)

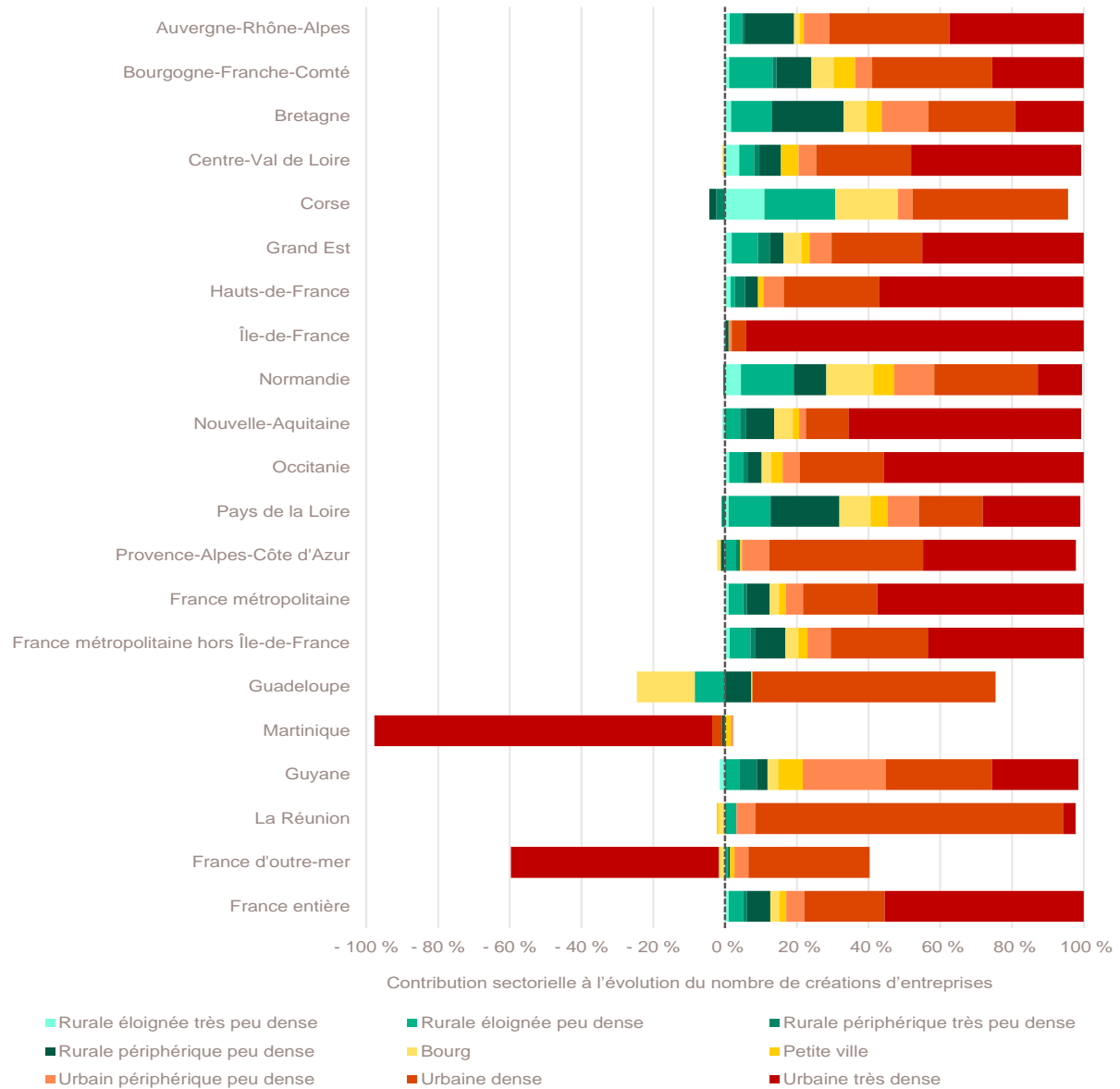
Attractivité des zones rurales, urbaines et périphériques

Locomotives de la création d'entreprise en France sur longue période, les zones urbaines représentent, cette année, 8 nouvelles immatriculations sur 10, une part stable par rapport à 2023. L'urbain très dense représente 1 création sur 2, en hausse de + 7 % par rapport à 2023. La dynamique entrepreneuriale est positive dans les zones urbaines, péri-urbaines (bourgs et petites villes) et rurales pour la France entière.

Les zones rurales représentent 15 % des entreprises créées en 2024 et contribuent à hauteur de 13 % de l'évolution annuelle. Elles sont donc, de fait, légèrement moins dynamiques compte tenu de leur poids dans la création : + 5 % en 2024 par rapport à 2023. Pays de la Loire et Bretagne sont les régions où la contribution rurale a été la plus importante (1/3 de la croissance régionale).

À l'inverse, **les zones urbaines ont été les plus dynamiques dans l'ensemble du pays (+ 6 %) avec les zones urbaines très denses expliquant plus de la moitié de la croissance en 2024.** Or l'Île-de-France – quasi-intégralement urbaine très dense – qui biaise ce chiffre, les zones urbaines très denses expliqueraient 43 % de l'évolution annuelle du nombre de créations d'entreprises en métropole. Le péri-urbain (+ 4 % en un an et 6 % des créations totales en 2024) est un contributeur positif important notamment en Normandie et en Corse (1/5 de la croissance régionale) mais négatif en Guadeloupe.

Contribution des types de commune à l'évolution de la création d'entreprise régionale, 2024



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), MENJ-DEPP, ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

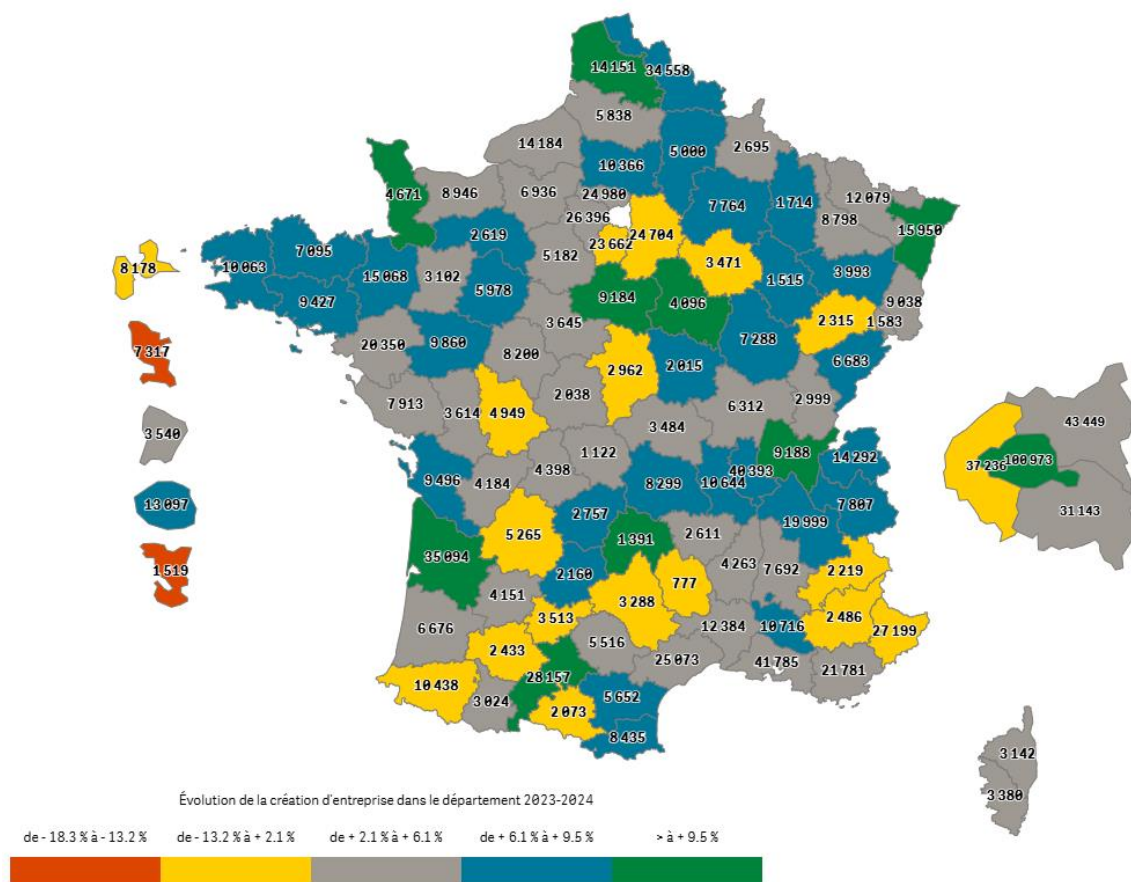
Attractivité des départements

L'année 2024 confirme la reprise des créations d'entreprise également dans les départements, avec une dynamique entrepreneuriale en hausse dans 92 d'entre eux, contre seulement 48 sur 101 en 2023. L'évolution est supérieure à + 10 % dans 9 départements de métropole (Cantal, Haute-Garonne, Manche, Yonne, Paris, Gironde, Bas-Rhin, Ain et Loiret), et fortement négative en Martinique et à Mayotte. Au global, la dynamique entrepreneuriale se concentre dans les départements au nord du Massif central ainsi qu'en Bretagne et à l'Est du pays.

Le taux de renouvellement des entreprises est de 186 créations en 2024 pour 1 000 entreprises existantes en 2021 (dernières données disponibles) pour le département médian français ; la moitié des départements se situe en deçà de cette médiane. À l'exception de Paris, les départements franciliens conservent les taux de renouvellement les plus élevés en France métropolitaine, avec plus de 230 ‰ en Seine-Saint-Denis, dans le Val-d'Oise, en Val-de-Marne, dans l'Essonne, en Seine-et-Marne, dans les Yvelines et dans les Hauts-de-Seine. Les départements des Hautes-Alpes, du Cantal, de la Lozère, de l'Aveyron, du Lot et de la Savoie ont, quant à eux, les taux de renouvellement les plus faibles (inférieurs à 150 ‰).

Il existe un lien positif entre le taux de renouvellement des entreprises et la création par habitant, mais trois départements dérogent à cette règle. Paris affiche un taux de renouvellement relativement faible (222 ‰) par rapport au nombre d'entreprises créées par tête (470 créations pour 10 000 habitants) alors qu'en Seine-Saint-Denis et Mayotte, c'est l'inverse : des taux de renouvellement respectifs de 380 et 719 ‰ pour une création par tête de 259 et 56 pour 10 000 habitants. À titre de comparaison, la création d'entreprise par habitant s'élève à 123 pour 10 000 habitants pour le département médian français. Il s'agit là également d'un indicateur du dynamisme entrepreneurial d'un territoire sauf pour les mêmes trois départements qui, dans le cas de Paris, concentre un stock important d'entreprises existantes, et pour Seine-Saint-Denis et Mayotte, sont trop densément peuplés.

Création d'entreprise par département en France, 2024



Lecture : 27 199 entreprises ont vu le jour dans les Alpes-Maritimes en 2024, un nombre en hausse de + 1 % par rapport à 2023.

Note de lecture : voir l'Annexe 2 pour le détail par région et département.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

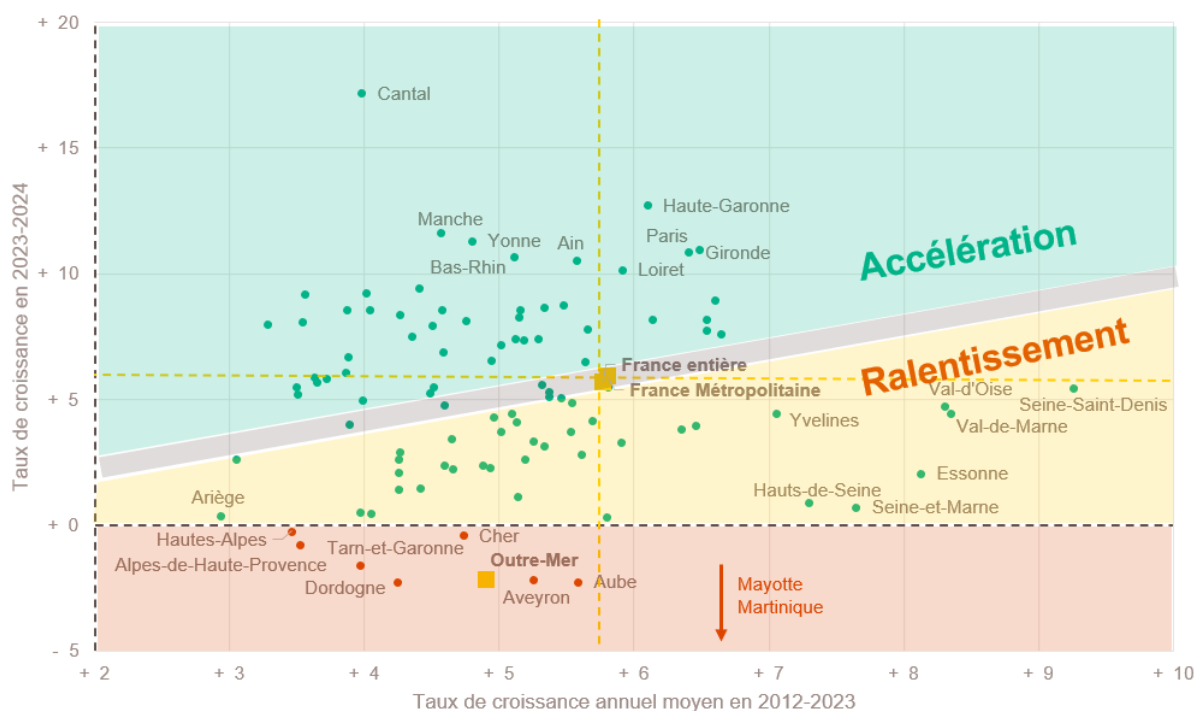
Dynamique des départements

La dynamique entrepreneuriale est positive dans 92 départements et accélère par rapport à sa tendance de long terme dans 51 d'entre eux, soit 1 sur 2. Le Cantal, par exemple, connaît la plus forte croissance annuelle (+ 17 %) mais aussi la plus forte accélération par rapport à son évolution de long terme (+ 4 % en moyenne par an entre 2012 et 2023). Certains départements en accélération se distinguent aussi par des taux de croissance annuels moyens supérieurs à celui de la France (+ 6 %) : la Haute-Garonne, Paris, le Nord, la Gironde, le Loiret, la Sarthe, le Rhône et la Marne sont ainsi des départements porteurs en 2024, mais aussi sur longue période.

Dans les 41 départements restants, la création d'entreprise progresse mais à un rythme inférieur à celui des dix dernières années. C'est par exemple le cas de la Seine-Saint-Denis où le nombre de créations d'entreprises augmente de + 5 % par rapport à 2023, un taux qui reste en-dessous de l'évolution annuelle moyenne du département entre 2012 et 2023 (+ 9 %). Ce taux est par ailleurs légèrement inférieur au chiffre national. Par ailleurs, parmi ces départements anciennement moteurs et aujourd'hui en ralentissement, 7 sont des départements franciliens qui ont connu les plus fortes évolutions sur longue période : Seine-Saint-Denis, Val-d'Oise, Essonne, Val-de-Marne, Seine-et-Marne, Yvelines, Hauts-de-Seine.

Enfin, la création d'entreprise recule dans 9 départements. Ce phénomène est très prononcé à Mayotte et en Martinique avec de fortes évolutions sur longue période, et moins prononcé dans certains départements de métropole avec des TCAM inférieurs à celui de la France ; c'est par exemple le cas de l'Aube, de l'Aveyron ou de la Dordogne.

Évolution à court et à long termes de la création d'entreprise par département, 2024



Note de lecture : cette année, Mayotte et Martinique affichent des évolutions très en écart avec les autres régions pour être représentées sur cette matrice.

Lecture : la création d'entreprise dans l'Aube baisse de - 2,3 % en 2024 par rapport à 2023 alors qu'elle avait progressé sur les dix dernières années (+ 5,6 % tous les ans en moyenne). En 2024, le département témoigne donc d'une dynamique entrepreneuriale en baisse et en ralentissement par rapport à sa tendance de long terme.

Note de lecture : le graphique compare l'évolution du nombre de créations d'entreprises à court terme (entre 2023 et 2024 ; en ordonnée) avec son évolution moyenne de long terme (sur 2012-2023 ; en abscisse). Les axes en pointillés jaunes permettent de situer l'évolution de la création d'entreprise dans les départements par rapport à la moyenne nationale tous secteurs confondus.

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

3. ÉVOLUTIONS DANS LES TERRITOIRES « AIDÉS »

Attractivité des territoires « aidés »

En 2024, plus de 747 000 entreprises ont été créées dans les territoires « aidés » (ZRR, AFR, ACV, PVD ou TI). Bien que ces territoires recensent les trois quarts de la population française, ils concentrent près de 7 nouvelles immatriculations en 2024 sur 10 et 7 entreprises du stock 2021 sur 10.

Le nombre de créations d'entreprises par tête (143 créations pour 10 000 habitants) et le taux de renouvellement (205 créations pour 1 000 entreprises existantes en 2021) y sont alors moins élevés qu'ailleurs : respectivement 219 pour 10 000 habitants et 224 pour 1 000 entreprises existantes dans les territoires « non aidés ». La part des micro-entrepreneurs dans la création d'entreprise y est plus élevée : 66 % en territoires « aidés » contre 62 % ailleurs.

Les Territoires d'industrie (TI) concentrent le plus grand nombre de créations d'entreprises en 2024, avec 600 916 immatriculations, soit plus de la moitié des nouvelles immatriculations de l'année, alors que 6 personnes sur 10 vivent dans ces territoires. Viennent ensuite les Zones d'aide à finalité régionale (AFR) représentant 1/3 de la population et 1/4 voire plus des créations d'entreprises en 2024. Parmi les territoires « aidés », la création d'entreprise par tête est la plus élevée dans les communes « Action cœur de ville » (ACV) qui concernent surtout des zones urbaines. À l'inverse, les Zones de revitalisation rurale (ZRR) affichent le plus faible taux de création par tête.

La dynamique entrepreneuriale est à la hausse dans tous les territoires « aidés » en 2024 et très proche d'un zonage à l'autre : entre + 5 % dans les TI et + 4 % dans les ACV et les PVD. Même si la reprise de la dynamique entrepreneuriale en 2024 concerne l'ensemble des territoires « aidés », les territoires « non aidés » ont surperformé cette année (+ 7 % contre + 5 %) mais aussi sur longue période (+ 6 % par an en moyenne de 2012 à 2023 contre + 5 %).

Les territoires « non aidés » sont en accélération par rapport à leur tendance de long terme, là où les territoires « aidés » progressent peu ou prou par rapport à leur rythme annuel moyen sur la période 2012 à 2023.

Création d'entreprise dans les territoires « aidés », 2024

Année 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution annuelle %	TCAM 2012-2023 %	Taux de renouvellement ‰	Création d'entreprise pour 10 000 habitants
Zones de revitalisation rurale (ZRR)	125 524	63,1	+ 4,5	+ 4,2	171	115
Zones d'aide à finalité régionale (AFR)	303 228	65,2	+ 4,7	+ 5,3	205	134
Communes « Action cœur de ville (ACV) »	117 645	66,5	+ 4,2	+ 5,3	205	152
Petites villes de demain (PVD)	86 284	64,2	+ 4,2	+ 4,3	165	118
Territoires d'industrie (TI)	600 916	66,1	+ 5,1	+ 5,7	210	145
Total territoires « aidés »^a	747 392	65,8	+ 4,9	+ 5,5	205	143
Total territoires « non aidés »	363 846	61,6	+ 7,4	+ 6,4	224	219
France entière	1 111 238	64,5	+ 5,7	+ 5,8	211	161

a. Ce total regroupe les communes concernées par au moins un des cinq dispositifs publics (ZRR, AFR, ACV, PVD ou TI).

Lecture : en 2024, 125 524 entreprises ont vu le jour dans les Zones de revitalisation rurale (ZRR), dont 63,1 % de micro-entrepreneurs. La création totale en ZRR est en hausse de + 4,5 % par rapport à 2023, pour un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de + 4,2 % entre 2012 et 2023. Le taux de renouvellement des entreprises est de 171 créations pour 1 000 entreprises existantes en 2021, et la création par tête est de 115 entreprises pour 10 000 habitants.

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

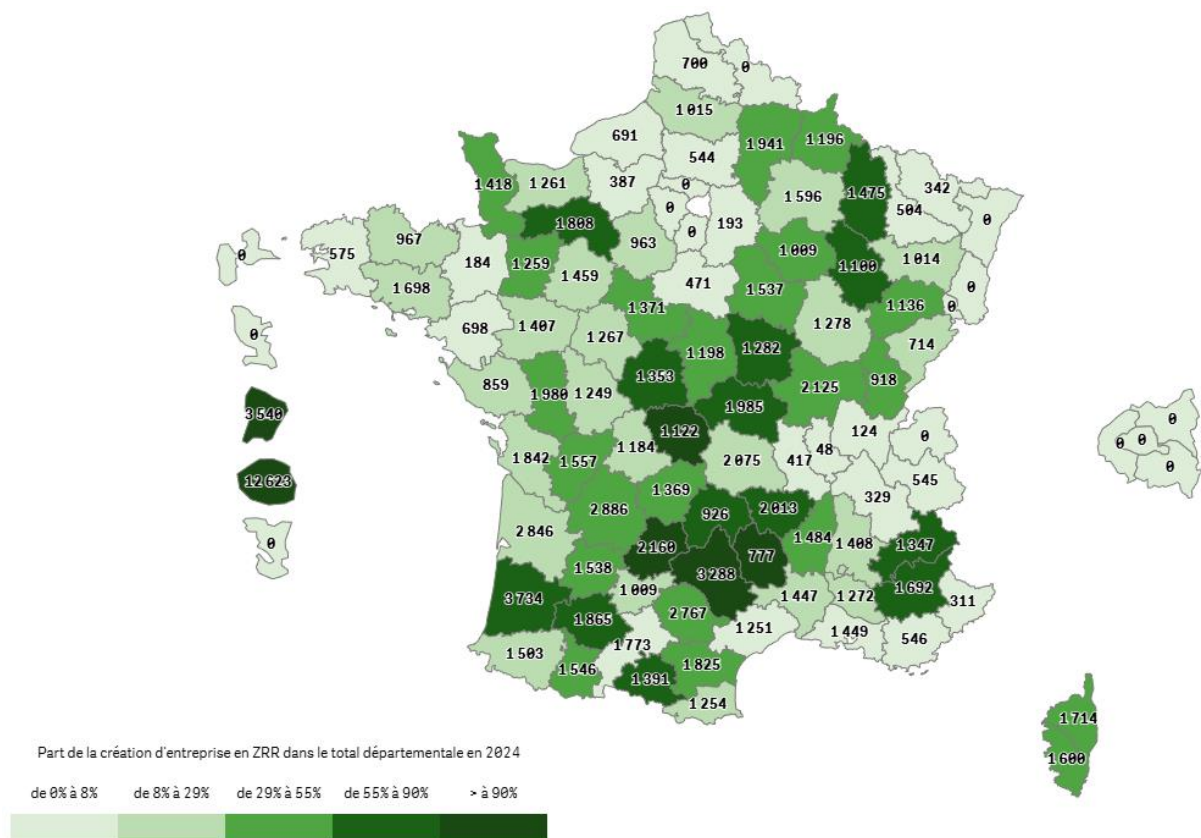
Attractivité des Zones de revitalisation rurale (ZRR)

En 2024, 125 524 entreprises ont été créées dans les communes françaises situées en Zone de revitalisation rurale (ZRR), soit un peu plus de 1 création sur 10. La Réunion concentre de nouveau, à elle seule, 10 % de la création totale d'entreprise en ZRR. Avec les Landes, l'Aveyron et la Guyane, regroupant chacun 3 % des créations en ZRR en France, ces quatre départements constituent, à eux seuls, près de 1 création d'entreprise sur 5 en ZRR.

Dans certains départements – Aveyron, Guyane, Lot, Creuse et Lozère –, a fortiori très ruraux, la totalité des nouvelles entreprises de l'année s'est installée en ZRR. La part des créations en ZRR est également très élevée à la Réunion (96 %) et dans la Meuse (86 %). À titre de comparaison, **la part médiane des ZRR dans la création départementale est de 18 %** ; ainsi, dans la moitié des départements, les ZRR représentent plus de 18 % de la création d'entreprise départementale. Cette part est nulle dans 15 départements qui ne sont pas concernés par ce dispositif ; il s'agit des départements franciliens, de trois départements d'Outre-mer et de certains départements à la frontière nord-est du pays (Nord, Territoire-de-Belfort, Bas-Rhin, Haut-Rhin) ou encore de la Haute-Savoie.

La création d'entreprise en ZRR progresse sur un an de + 5 % sur l'ensemble du territoire, un taux légèrement en dessous de l'évolution nationale (+ 6 %). Elle augmente dans 64 départements, et particulièrement dans le Calvados (+ 24 %), dans le Loiret (+ 19 %), dans le Cantal (+ 17 %), dans le Rhône (+ 14 %), en Maine-et-Loire (+ 13 %) et en Savoie (+ 12 %). À l'inverse, elle est en baisse dans 21 départements, notamment dans le Var (- 11 %), dans l'Ille-et-Vilaine (- 9 %), dans l'Eure (- 7 %), dans la Vienne (- 6 %) et dans l'Oise (- 5 %).

Création d'entreprise en zone de revitalisation rurale (ZRR), 2024



Lecture : dans les Deux-Sèvres en 2024, 1 980 entreprises ont vu le jour dans les Zones de revitalisation rurale (ZRR), représentant 55 % de la création d'entreprise du département.

Note de lecture : voir l'Annexe 3 pour le détail par région et département.

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Attractivité des Territoires d'industrie (TI)

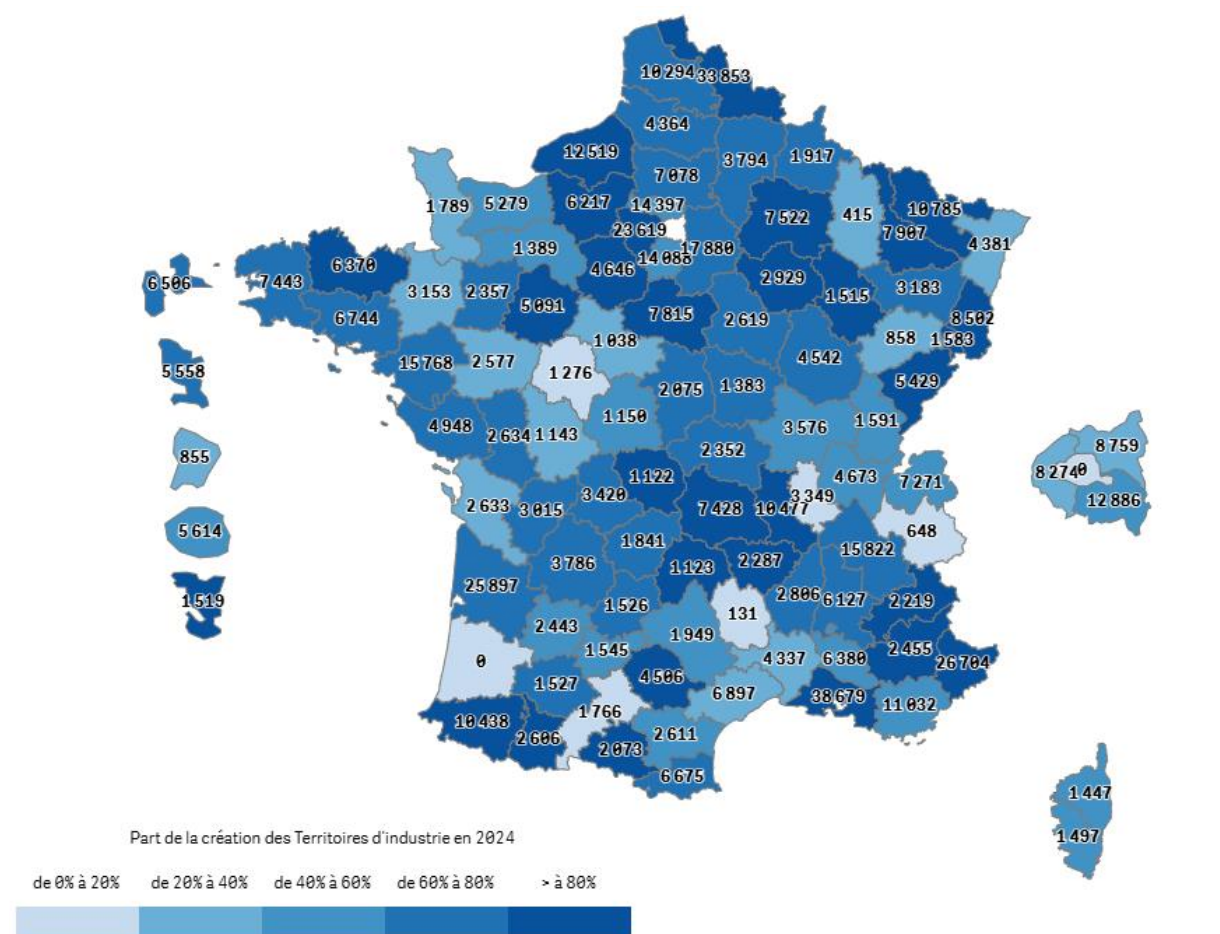
En 2024, 600 916 entreprises ont été créées dans les Territoires d'industrie (TI), soit 54 % de la création d'entreprise de l'année en France.

Dans les Bouches-du-Rhône et le Nord, les TI représentent 6 % du total des créations d'entreprise du département, tandis que dans les Alpes-Maritimes, en Gironde et dans les Yvelines, cette part s'élève à 4 %. Ainsi, avec plus de 148 000 nouvelles immatriculations, ces cinq départements représentent un quart des créations d'entreprise dans les TI.

Les TI constituent l'intégralité de la création d'entreprise dans les Pyrénées-Atlantiques, l'Ariège, les Hautes-Alpes, la Haute-Marne, la Creuse, le Territoire-de-Belfort et Mayotte, et plus de 80 % de la création d'entreprise dans 23 autres départements. La part médiane des TI dans la création départementale s'élève à 71 %, avec une moitié de départements ayant une part inférieure à ce taux et deux départements ne bénéficiant pas du dispositif (Paris et les Landes). En Métropole, les TI représentent une part élevée de la création d'entreprise dans les départements des Alpes et du Massif central, mais aussi autour du bassin de la Seine.

L'évolution de la création d'entreprise dans les TI est en hausse dans l'ensemble du pays : + 5 % entre 2024 et 2023, soit légèrement en-dessous de sa tendance de long terme (+ 6 % en moyenne par an entre 2012 et 2023). Cette évolution est positive dans 87 départements, notamment dans le Cantal, la Réunion (respectivement + 18 % et + 16 %), la Gironde et l'Yonne (+ 14 % chacun). À l'inverse, 11 départements connaissent un recul de la création d'entreprise en TI, en particulier la Martinique (- 22 %), la Lozère (- 17 %) et Mayotte (- 13 %).

Création d'établissements dans les Territoires d'industrie (TI), 2024



Lecture : dans l'Hérault en 2024, 6 897 établissements ont été créés dans les Territoires d'industrie (TI), soit 28 % de la création d'établissement du département.

Note de lecture : voir l'Annexe 3 pour le détail par région et département.

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

4. ÉVOLUTIONS DANS LES MÉTROPOLIS

Dynamique et attractivité des métropoles

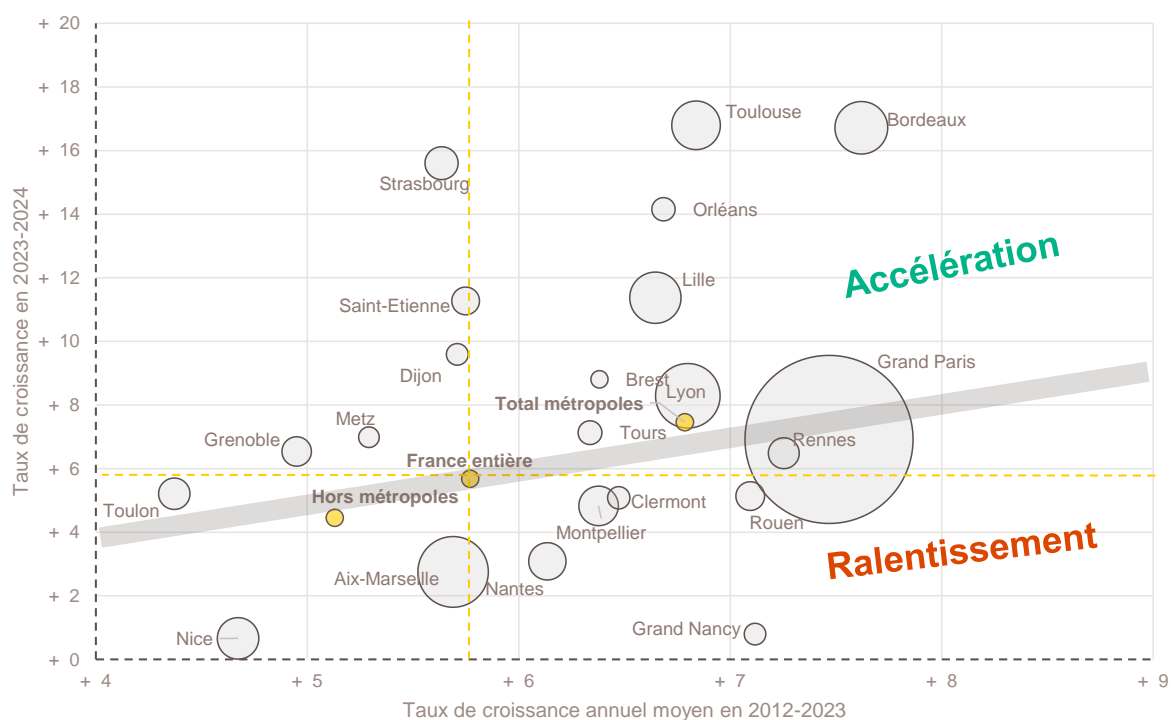
Les 22 métropoles françaises concentrent 42 % de la création d'entreprise en 2024, une part stable depuis 2021. Les trois principales – Grand Paris, Aix-Marseille et Lyon – concentrent à elles-seules le quart des nouvelles immatriculations de l'année.

Vraies locomotives de la dynamique entrepreneuriale française, la création d'entreprise dans l'ensemble des métropoles croît de + 7 % par rapport à 2023, un rythme légèrement supérieur au taux de croissance annuel moyen sur longue période, mais nettement supérieur à l'ensemble du territoire hors métropole (+ 4 % en 2024 et + 5 % sur longue période). Les porteurs de projet ont une préférence pour les métropoles qui se maintiennent dans le temps, favorisant une attractivité métropolitaine toujours croissante.

Ainsi, la création d'entreprise en 2024 est en croissance dans toutes les métropoles avec des évolutions par rapport à 2023 très importantes à Toulouse, Bordeaux ou encore à Strasbourg. Par ailleurs, 13 métropoles sur 22 affichent aussi des évolutions annuelles supérieures à leur évolutions moyennes de long terme, leur dynamique entrepreneuriale est donc en accélération en 2024.

Sept métropoles, motrices de la dynamique entrepreneuriale sur longue période – Nantes, Grand Nancy, Montpellier, Clermont-Auvergne et Rouen, avec des TCAM respectifs supérieurs à + 6 % – se trouvent en 2024 en ralentissement (mais toujours en hausse), notamment en dessous de la dynamique nationale, avec des évolutions annuelles inférieures à + 6 %. Concomitamment, Toulouse, Bordeaux, Orléans, Lille, Brest, Lyon et Tours s'imposent comme chefs de file à court et long termes (taux d'évolution 2023-2024 et TCAM 2012-2023 supérieurs à + 6 %).

Évolution à court et long termes de la création d'entreprise dans les métropoles, 2024



Lecture : dans la métropole de Clermont-Auvergne, 4 156 entreprises ont été créées en 2024, en hausse de + 5,1 % par rapport à 2023, contre une évolution annuelle moyenne de + 6,5 % entre 2012 et 2023.

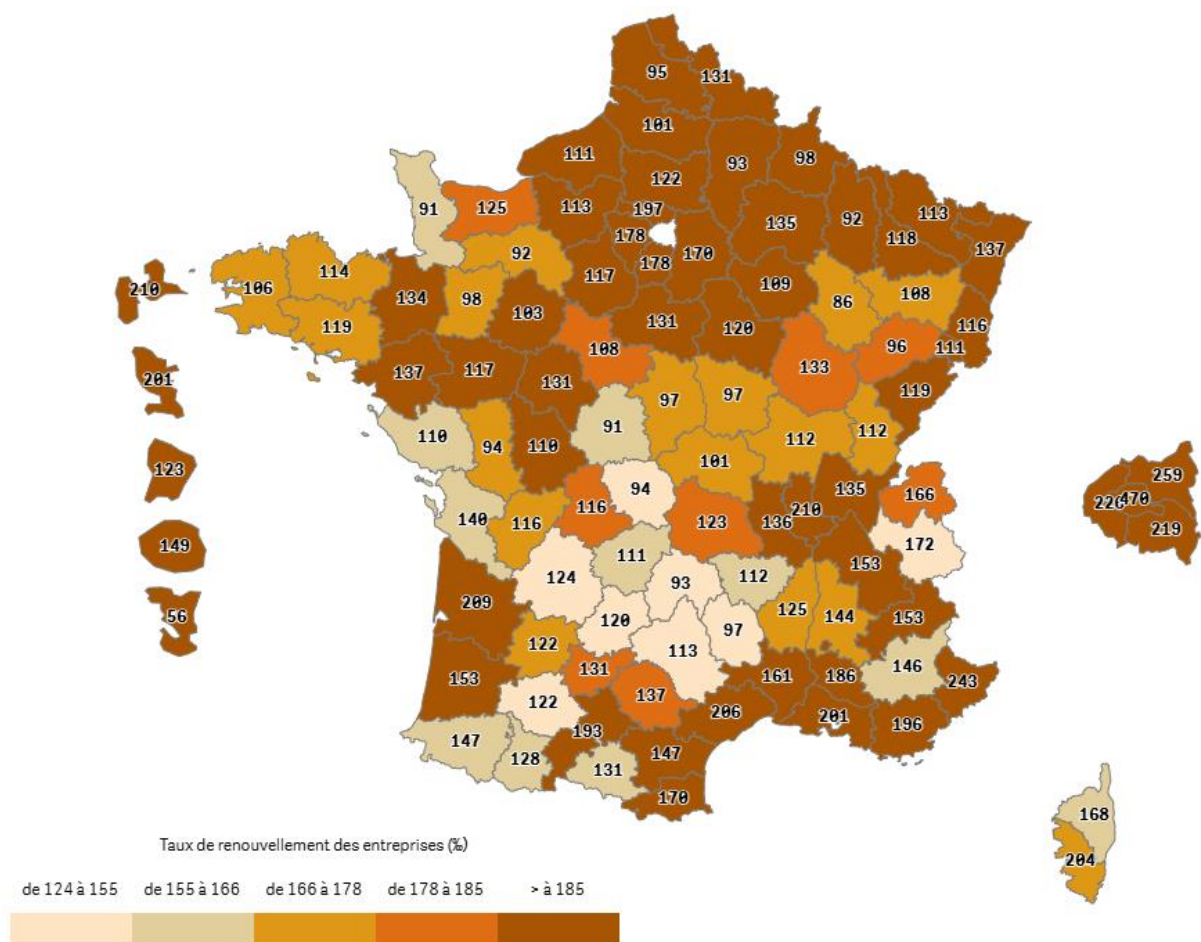
Note de lecture : le graphique compare l'évolution du nombre de créations d'entreprises à court terme (entre 2023 et 2024 ; en ordonnée) avec son évolution moyenne de long terme (entre 2012 et 2023 ; en abscisse). Le diamètre des cercles est proportionnel au nombre de créations d'entreprises en 2024, sauf pour les trois points jaunes qui représentent la France entière, le total des métropoles et le total hors métropoles. Les axes jaunes permettent de comparer l'évolution de la création d'entreprise dans les métropoles avec la moyenne nationale (toutes créations confondues, dans et hors métropoles).

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

ANNEXES

Annexe 1 – Densité de création d'entreprise et taux de renouvellement par département, 2024



Lecture : le Finistère compte 106 créations d'entreprise en 2024 pour 10 000 habitants et le taux de renouvellement est de 170 créations pour 1 000 entreprises existantes en 2021.

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene, COG, RP). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Annexe 2 – Création d'entreprise par région et département, 2024

Année 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution annuelle %	TCAM 2012-2023 %	Taux de renouvellement ‰	Création pour 10 000 habitants
Auvergne-Rhône-Alpes	130 063	65,7	+ 7,6	+ 5,4	191	157
01 - Ain	9 188	66,9	+ 10,6	+ 5,6	208	135
03 - Allier	3 484	64,8	+ 2,4	+ 4,6	172	101
07 - Ardèche	4 263	66,3	+ 5,8	+ 3,7	167	125
15 - Cantal	1 391	55,8	+ 17,2	+ 4,0	138	93
26 - Drôme	7 692	67,1	+ 4,0	+ 3,9	169	144
38 - Isère	19 999	67,7	+ 7,2	+ 5,0	195	153
42 - Loire	10 644	65,1	+ 8,7	+ 5,3	196	136
43 - Haute-Loire	2 611	60,1	+ 5,6	+ 5,3	158	112
63 - Puy-de-Dôme	8 299	64,0	+ 7,4	+ 5,3	180	123
69 - Rhône	40 393	65,3	+ 7,8	+ 6,5	221	210
73 - Savoie	7 807	64,4	+ 8,0	+ 4,5	148	172
74 - Haute-Savoie	14 292	66,4	+ 8,8	+ 5,5	181	166
Bourgogne-Franche-Comté	33 291	65,1	+ 6,7	+ 4,9	187	116
21 - Côte-d'Or	7 288	64,5	+ 7,4	+ 5,2	183	133
25 - Doubs	6 683	63,4	+ 8,3	+ 5,1	201	119
39 - Jura	2 999	65,1	+ 5,0	+ 4,0	171	112
58 - Nièvre	2 015	64,5	+ 7,5	+ 4,4	175	97
70 - Haute-Saône	2 315	65,5	+ 2,1	+ 4,3	181	96
71 - Saône-et-Loire	6 312	65,8	+ 4,1	+ 5,1	177	112
89 - Yonne	4 096	66,1	+ 11,3	+ 4,8	201	120
90 - Territoire-de-Belfort	1 583	69,9	+ 4,9	+ 5,5	215	111
Bretagne	41 653	61,0	+ 7,9	+ 5,5	178	120
22 - Côtes-d'Armor	7 095	58,8	+ 8,6	+ 5,2	176	114
29 - Finistère	10 063	62,3	+ 7,4	+ 5,1	170	106
35 - Ille-et-Vilaine	15 068	61,3	+ 7,6	+ 6,6	192	134
56 - Morbihan	9 427	60,8	+ 8,6	+ 4,6	167	119
Centre-Val de Loire	31 211	66,4	+ 5,6	+ 5,3	199	119
18 - Cher	2 962	65,3	- 0,4	+ 4,7	174	97
28 - Eure-et-Loir	5 182	65,6	+ 4,2	+ 5,7	210	117
36 - Indre	2 038	68,1	+ 5,7	+ 3,6	165	91
37 Indre-et-Loire	8 200	65,6	+ 5,3	+ 5,4	197	131
41 - Loir-et-Cher	3 645	63,4	+ 2,4	+ 4,9	181	108
45 - Loiret	9 184	68,7	+ 10,2	+ 5,9	225	131
Corse	6 522	64,7	+ 5,4	+ 4,0	169	185
2A - Corse-du-Sud	3 380	65,3	+ 5,5	+ 4,5	175	204
2B - Haute-corse	3 142	64,1	+ 5,2	+ 3,5	162	168
Grand Est	67 017	66,9	+ 6,5	+ 5,1	198	118
08 - Ardennes	2 695	65,5	+ 5,3	+ 4,5	196	98
10 - Aube	3 471	67,7	- 2,3	+ 5,6	187	109
51 - Marne	7 764	66,9	+ 8,2	+ 6,5	215	135
52 - Haute-Marne	1 515	64,4	+ 8,6	+ 4,0	171	86
54 - Meurthe-et-Moselle	8 798	68,6	+ 5,5	+ 5,8	219	118
55 - Meuse	1 714	65,0	+ 6,7	+ 3,9	193	92
57 - Moselle	12 079	68,8	+ 4,5	+ 5,1	221	113
67 - Bas-Rhin	15 950	64,0	+ 10,7	+ 5,1	186	137
68 - Haut-Rhin	9 038	68,4	+ 4,8	+ 4,6	186	116
88 - Vosges	3 993	68,1	+ 8,1	+ 3,5	169	108
Hauts-de-France	69 913	66,9	+ 7,8	+ 5,5	218	115
02 - Aisne	5 000	67,8	+ 8,4	+ 4,3	204	93
59 - Nord	34 558	67,0	+ 8,2	+ 6,1	227	131
60 - Oise	10 366	67,4	+ 6,5	+ 5,6	231	122
62 - Pas-de-Calais	14 151	66,7	+ 9,5	+ 4,4	204	95
80 - Somme	5 838	65,4	+ 3,3	+ 5,9	194	101
Île-de-France	312 543	61,9	+ 5,7	+ 7,5	260	251
75 - Paris	100 973	51,6	+ 11,0	+ 6,5	222	470
77 - Seine-et-Marne	24 704	68,6	+ 0,7	+ 7,6	263	170
78 - Yvelines	26 396	68,5	+ 4,4	+ 7,0	246	178
91 - Essonne	23 662	69,5	+ 2,1	+ 8,1	281	178
92 - Hauts-de-Seine	37 236	62,5	+ 0,9	+ 7,3	231	226
93 - Seine-Saint-Denis	43 449	67,1	+ 5,5	+ 9,3	380	259
94 - Val-de-Marne	31 143	67,2	+ 4,4	+ 8,3	296	219
95 - Val-d'Oise	24 980	66,5	+ 4,8	+ 8,3	301	197

Lecture : Lecture : 130 063 entreprises ont vu le jour en Auvergne-Rhône-Alpes en 2024 (dont 65,7 % de micro-entrepreneurs), en hausse de + 7,6 % par rapport à 2023 et en accélération par rapport à la tendance de long terme (+ 5,4 % par en moyenne entre 2012 et 2023). Cette dynamique entrepreneuriale induit 191 créations pour 1 000 entreprises existantes en 2021 ou 157 créations pour 10 000 habitants de la région.

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene, COG). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Année 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution annuelle %	TCAM 2012-2023 %	Taux de renouvellement ‰	Création pour 10 000 habitants
Normandie	37 356	64,8	+ 4,8	+ 5,4	190	110
14 - Calvados	8 946	63,3	+ 3,5	+ 4,6	180	125
27 - Eure	6 936	66,4	+ 2,6	+ 5,2	202	113
50 - Manche	4 671	61,5	+ 11,7	+ 4,6	164	91
61 - Orne	2 619	63,9	+ 8,1	+ 4,8	169	92
76 - Seine-Maritime	14 184	66,1	+ 4,0	+ 6,5	208	111
Nouvelle-Aquitaine	92 144	67,5	+ 5,8	+ 5,4	187	148
16 - Charente	4 184	64,8	+ 2,3	+ 4,9	173	116
17 - Charente-Maritime	9 496	67,2	+ 6,1	+ 3,9	166	140
19 - Corrèze	2 757	64,2	+ 6,9	+ 4,6	161	111
23 - Creuse	1 122	66,0	+ 2,7	+ 3,0	152	94
24 - Dordogne	5 265	67,8	- 2,2	+ 4,2	152	124
33 - Gironde	35 094	70,1	+ 10,9	+ 6,4	224	209
40 - Landes	6 676	66,4	+ 5,1	+ 5,5	188	153
47 - Lot-et-Garonne	4 151	65,5	+ 2,2	+ 4,6	168	122
64 - Pyrénées-Atlantiques	10 438	65,4	+ 1,1	+ 5,1	162	147
79 - Deux-Sèvres	3 614	61,4	+ 3,2	+ 5,3	172	94
86 - Vienne	4 949	67,7	+ 0,3	+ 5,8	186	110
87 - Haute-Vienne	4 398	66,4	+ 5,1	+ 5,4	181	116
Occitanie	102 485	67,7	+ 6,3	+ 4,8	198	167
09 - Ariège	2 073	67,9	+ 0,4	+ 2,9	164	131
11 - Aude	5 652	68,6	+ 9,2	+ 3,6	195	147
12 - Aveyron	3 288	60,3	- 2,1	+ 5,3	142	113
30 - Gard	12 384	68,5	+ 2,7	+ 4,2	200	161
31 - Haute-Garonne	28 157	69,1	+ 12,7	+ 6,1	228	193
32 - Gers	2 433	65,4	+ 0,5	+ 4,0	151	122
34 - Hérault	25 073	67,0	+ 4,3	+ 5,0	209	206
46 - Lot	2 160	68,2	+ 8,0	+ 3,3	146	120
48 - Lozère	777	61,9	+ 0,5	+ 4,0	134	97
65 - Hautes-Pyrénées	3 024	66,7	+ 5,5	+ 3,5	158	128
66 - Pyrénées-Orientales	8 435	68,2	+ 8,6	+ 3,9	203	170
81 - Tarn	5 516	66,3	+ 3,7	+ 5,0	179	137
82 - Tarn-et-Garonne	3 513	67,7	- 1,6	+ 4,0	184	131
Pays de la Loire	47 203	63,9	+ 5,1	+ 5,7	184	120
44 - Loire-Atlantique	20 350	64,4	+ 3,7	+ 5,5	186	137
49 - Maine-et-Loire	9 860	64,4	+ 7,8	+ 5,6	188	117
53 - Mayenne	3 102	61,1	+ 3,9	+ 6,3	173	98
72 - Sarthe	5 978	66,2	+ 8,9	+ 6,6	208	103
85 - Vendée	7 913	61,7	+ 3,3	+ 5,2	164	110
Provence-Alpes-Côte d'Azur	106 186	66,0	+ 2,9	+ 4,7	203	204
04 - Alpes-de-Haute-Provence	2 486	66,8	- 0,8	+ 3,5	157	146
05 - Hautes-Alpes	2 219	65,3	- 0,2	+ 3,5	123	153
06 - Alpes-Maritimes	27 199	66,8	+ 1,4	+ 4,2	205	243
13 - Bouches-du-Rhône	41 785	63,6	+ 2,8	+ 5,6	218	201
83 - Var	21 781	68,0	+ 2,9	+ 4,3	198	196
84 - Vaucluse	10 716	69,7	+ 9,3	+ 4,0	196	186
France métrop. hors Île-de-France	765 044	66,0	+ 6,1	+ 5,2	194	141
France métropolitaine	1 077 587	64,8	+ 5,9	+ 5,8	210	162
France d'outre-mer	33 651	51,9	- 2,2	+ 4,9	241	153
971 - Guadeloupe	8 178	56,7	+ 1,5	+ 4,4	264	210
972 - Martinique	7 317	41,1	- 18,3	+ 5,6	188	201
973 - Guyane	3 540	50,8	+ 5,9	+ 3,6	340	123
974 - La Réunion	13 097	56,5	+ 6,6	+ 4,9	230	149
976 - Mayotte	1 519	40,2	- 13,2	+ 6,3	719	56
France entière	1 111 238	64,5	+ 5,7	+ 5,8	211	161

Lecture : 37 356 entreprises ont vu le jour en Normandie en 2024 (dont 64,8 % de micro-entrepreneurs), en hausse de + 4,8 % par rapport à 2023 et en ralentissement par rapport à la tendance de long terme (+ 5,4 % par en moyenne entre 2012 et 2023). Cette dynamique entrepreneuriale induit 190 créations pour 1 000 entreprises existantes en 2021 ou 110 créations pour 10 000 habitants de la région.

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene, COG). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Annexe 3 – Création d'entreprise dans les territoires « aidés » par région et département, 2024

Année 2024	ZRR	AFR	ACV	PVD	TI
Auvergne-Rhône-Alpes	11 354	25 414	10 984	12 234	64 363
01 - Ain	124	811	1 238	1 523	4 673
03 - Allier	1 985	2 044	999	413	2 352
07 - Ardèche	1 484	2 202	496	805	2 806
15 - Cantal	926	743	319	457	1 123
26 - Drôme	1 408	2 944	2 545	699	6 127
38 - Isère	329	1 187	1 550	1 170	15 822
42 - Loire	417	4 502	705	604	10 477
43 - Haute-Loire	2 013	1 818	294	837	2 287
63 - Puy-de-Dôme	2 075	4 593	583	893	7 428
69 - Rhône	48	2 040	132	1 027	3 349
73 - Savoie	545	722	1 130	1 210	648
74 - Haute-Savoie	0	1 808	993	2 596	7 271
Bourgogne-Franche-Comté	8 990	14 103	6 882	3 576	21 581
21 - Côte-d'Or	1 278	1 485	0	413	4 542
25 - Doubs	714	2 660	2 213	429	5 429
39 - Jura	918	1 715	538	338	1 591
58 - Nièvre	1 282	1 287	493	362	1 383
70 - Haute-Saône	1 136	1 051	237	481	858
71 - Saône-et-Loire	2 125	2 518	1 813	834	3 576
89 - Yonne	1 537	2 204	972	531	2 619
90 - Territoire-de-Belfort	0	1 183	616	188	1 583
Bretagne	3 424	9 636	5 400	7 826	23 710
22 - Côtes-d'Armor	967	1 917	973	1 282	6 370
29 - Finistère	575	4 533	1 131	2 385	7 443
35 - Ille-et-Vilaine	184	1 612	1 335	2 342	3 153
56 - Morbihan	1 698	1 574	1 961	1 817	6 744
Centre-Val de Loire	6 623	10 485	4 425	3 350	18 000
18 - Cher	1 198	2 041	1 024	459	2 075
28 - Eure-et-Loir	963	2 283	1 351	448	4 646
36 - Indre	1 353	1 480	596	444	1 150
37 - Indre-et-Loire	1 267	719	71	507	1 276
41 - Loir-et-Cher	1 371	1 334	866	697	1 038
45 - Loiret	471	2 628	517	795	7 815
Corse	3 314	6 522	1 723	1 185	2 944
2A - Corse-du-Sud	1 600	3 380	1 111	803	1 497
2B - Haute-corse	1 714	3 142	612	382	1 447
Grand Est	8 236	23 977	7 800	5 350	49 056
08 - Ardennes	1 196	2 502	763	512	1 917
10 - Aube	1 009	1 586	857	426	2 929
51 - Marne	1 596	2 165	868	328	7 522
52 - Haute-Marne	1 100	1 102	416	325	1 515
54 - Meurthe-et-Moselle	504	2 761	525	798	7 907
55 - Meuse	1 475	951	327	227	415
57 - Moselle	342	5 142	1 400	622	10 785
67 - Bas-Rhin	0	1 126	844	958	4 381
68 - Haut-Rhin	0	4 035	1 048	473	8 502
88 - Vosges	1 014	2 607	752	681	3 183
Hauts-de-France	4 200	36 385	10 635	4 220	59 383
02 - Aisne	1 941	3 093	1 391	779	3 794
59 - Nord	0	16 434	3 459	734	33 853
60 - Oise	544	4 301	2 420	850	7 078
62 - Pas-de-Calais	700	8 937	3 159	1 258	10 294
80 - Somme	1 015	3 620	206	599	4 364
Île-de-France	193	25 612	13 963	4 136	99 903
75 - Paris	0	0	0	0	0
77 - Seine-et-Marne	193	4 182	3 334	1 789	17 880
78 - Yvelines	0	5 219	4 530	979	23 619
91 - Essonne	0	6 810	4 283	776	14 088
92 - Hauts-de-Seine	0	0	0	0	8 274
93 - Seine-Saint-Denis	0	6 751	0	0	8 759
94 - Val-de-Marne	0	1 860	0	0	12 886
95 - Val-d'Oise	0	790	1 816	592	14 397

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Année 2024	ZRR	AFR	ACV	PVD	TI
Normandie	5 565	14 444	3 512	6 636	27 193
14 - Calvados	1 261	2 473	354	1 726	5 279
27 - Eure	387	3 466	1 299	1 746	6 217
50 - Manche	1 418	1 623	874	1 467	1 789
61 - Orne	1 808	951	579	547	1 389
76 - Seine-Maritime	691	5 931	406	1 150	12 519
Nouvelle-Aquitaine	22 810	26 041	12 998	7 597	58 372
16 - Charente	1 557	2 078	1 064	427	3 015
17 - Charente-Maritime	1 842	2 715	719	838	2 633
19 - Corrèze	1 369	1 527	806	333	1 841
23 - Creuse	1 122	584	148	296	1 122
24 - Dordogne	2 886	2 056	889	781	3 786
33 - Gironde	2 846	3 393	428	1 278	25 897
40 - Landes	3 734	2 421	770	493	0
47 - Lot-et-Garonne	1 538	1 793	1 195	550	2 443
64 - Pyrénées-Atlantiques	1 503	2 577	2 419	1 057	10 438
79 - Deux-Sèvres	1 980	2 031	1 009	719	2 634
86 - Vienne	1 249	1 710	1 635	380	1 143
87 - Haute-Vienne	1 184	3 156	1 916	445	3 420
Occitanie	22 353	42 967	15 177	11 836	38 149
09 - Ariège	1 391	1 122	363	425	2 073
11 - Aude	1 825	3 337	1 813	1 132	2 611
12 - Aveyron	3 288	2 034	826	558	1 949
30 - Gard	1 447	7 188	847	2 115	4 337
31 - Haute-Garonne	1 773	316	298	1 045	1 766
32 - Gers	1 865	848	320	767	1 527
34 - Hérault	1 251	16 938	4 081	1 405	6 897
46 - Lot	2 160	528	376	447	1 526
48 - Lozère	777	500	141	250	131
65 - Hautes-Pyrénées	1 546	1 550	856	441	2 606
66 - Pyrénées-Orientales	1 254	6 051	2 394	1 479	6 675
81 - Tarn	2 767	2 101	1 620	1 209	4 506
82 - Tarn-et-Garonne	1 009	454	1 242	563	1 545
Pays de la Loire	5 682	11 177	3 839	6 557	30 741
44 - Loire-Atlantique	698	2 135	1 037	2 325	15 768
49 - Maine-et-Loire	1 407	2 104	967	1 191	2 577
53 - Mayenne	1 259	1 530	702	609	2 357
72 - Sarthe	1 459	3 131	236	767	5 091
85 - Vendée	859	2 277	897	1 665	4 948
Provence-Alpes-Côte d'Azur	6 617	22 814	8 669	7 568	87 469
04 - Alpes-de-Haute-Provence	1 692	1 242	584	484	2 455
05 - Hautes-Alpes	1 347	762	771	397	2 219
06 - Alpes-Maritimes	311	10 703	1 873	196	26 704
13 - Bouches-du-Rhône	1 449	5 619	1 159	1 600	38 679
83 - Var	546	2 177	1 054	2 559	11 032
84 - Vaucluse	1 272	2 311	3 228	2 332	6 380
France métrop. hors Île-de-France	109 168	243 965	92 044	77 935	480 961
France métropolitaine	109 361	269 577	106 007	82 071	580 864
France d'outre-mer	16 163	33 651	11 638	4 213	20 052
971 - Guadeloupe	0	8 178	1 891	1 618	6 506
972 - Martinique	0	7 317	3 991	1 116	5 558
973 - Guyane	3 540	3 540	1 552	66	855
974 - La Réunion	12 623	13 097	3 504	1 231	5 614
976 - Mayotte	0	1 519	700	182	1 519
France entière	125 524	303 228	117 645	86 284	600 916

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Méthodologie

Ce document repose sur les données brutes (non corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés) du Système d'information de la démographie des entreprises (Side), mais aussi sur les données du Code officiel géographique (COG), du recensement de la population (RP) et des Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), toutes mises à disposition par l'Insee. Sont également utilisées des données de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) pour les communes relevant des zones ACV, AFR, PVD, TI et ZRR (voir leur définition ci-dessous) ; et celles de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère en charge de l'Éducation nationale (MENJ) pour la typologie des communes urbaines et rurales. Le maillage territorial se réfère à la liste des communes au 1^{er} janvier 2024.

→ Pour les données corrigées, voir le [site de l'Insee](#).

Les résultats statistiques présentés portent sur l'ensemble des unités légales productives et marchandes, exerçant une activité économique réelle dans l'industrie, la construction, le commerce ou les services. Sauf mention particulière, ils concernent la France entière.

Calculs

Le **taux de croissance annuel moyen** (TCAM) représente le taux d'évolution moyen par an sur une durée de n années.

La **contribution d'une composante à la croissance d'un agrégat** se calcule par la différence entre la valeur d'arrivée et la valeur de départ de la composante, rapportée à la valeur de départ de l'agrégat. Elle permet de mesurer la contribution de chaque composante dans la variation de l'agrégat, en point de pourcentage ou en pourcentage.

Sur les **732 secteurs d'activité répertoriés dans la nomenclature d'activités française** (NAF, révision 2 de 2008), la plupart comptent peu ou pas de créations d'entreprises. Pour éviter que ces activités ne biaisent les calculs, seules sont prises en compte celles qui comptent un nombre de créations d'entreprises supérieur au 3^e quartile de l'année analysée (pour les Tops en croissance et en décroissance du nombre de créations d'entreprises).

Le **taux de renouvellement** correspond au rapport du nombre de créations d'entreprises sur le nombre d'entreprises existantes dans un territoire, tandis que la **création pour 10 000 habitants** s'obtient en rapportant le nombre de créations à la population principale d'un territoire. Ces taux sont calculés pour les établissements dans l'analyse consacrée aux QPV.

Définitions

La définition des **créations d'entreprises s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen**. Elles correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire REE, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants : création de nouveaux moyens de production ; redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an ; redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ; reprise, par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

Une **métropole** est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre qui regroupe « plusieurs communes d'un seul tenant et sans enclave et qui s'associent au sein d'un espace de solidarité pour élaborer et conduire ensemble un projet d'aménagement et de développement économique, écologique, éducatif, culturel et social de leur territoire afin d'en améliorer la compétitivité et la cohésion » (art. L5217-1 CGCT). La [liste est établie par décret](#).

La **typologie des communes**, établie par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance du ministère en charge de l'Éducation nationale pour décrire le système éducatif, repose sur un croisement d'approches morphologique et fonctionnelle, et permet de distinguer neuf types de communes rurales et urbaines. Cette note d'analyse tient compte de la nouvelle définition de la ruralité et de la typologie des communes rurales et urbaines revues en novembre 2021.

→ Pour en savoir plus, voir les [pages dédiées du ministère chargé de l'Éducation nationale](#).

Les **zones de revitalisation rurale** (ZRR) regroupent les communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques. Le classement des communes en ZRR permet aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides fiscales. Les **zones d'aide à finalité régionale** (AFR) correspondent aux territoires de l'Union européenne présentant des retards de développement, dans lesquels l'État et les collectivités locales ont alloué sur 2014-2021 des aides aux entreprises pour encourager les investissements et la création durable d'emplois. Le programme « **Petites villes de demain** » (PVD) permet aux villes sélectionnées, de moins de 20 000 habitants, de bénéficier d'un soutien de l'État et de ses partenaires pour mettre en œuvre leurs projets de revitalisation. Le programme « **Action cœur de ville** » (ACV) vise à faciliter et à soutenir le travail des collectivités locales, à inciter les acteurs du logement, du commerce et de l'urbanisme à réinvestir les centres-villes, à favoriser le maintien ou l'implantation d'activités en cœur de ville, afin d'améliorer les conditions de vie dans les villes moyennes. Lancé en 2018, le programme « **Territoires d'industrie** » vise à apporter, dans et par les territoires, des réponses concrètes aux enjeux de soutien à l'industrie.

Concernant les **Quartiers prioritaires de la politique de la ville** (QPV), la liste des QPV a été modifiée par le décret n° 2024-806 du 13 juillet 2024. Les indicateurs statistiques relatifs à la démographie des entreprises dans les QPV, disponibles auparavant, ne le sont plus pour cette nouvelle liste.

Bpifrance Création – Observatoire de la création d'entreprise (OCE)

27-31, avenue du Général Leclerc, 94700 Maisons-Alfort

Publication 100 % numérique [mise en ligne](#) le 22/04/2025.

Toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est autorisée à la condition expresse de citer la source ainsi : « Observatoire de la création d'entreprise. « La création d'entreprise en France en 2024 ». *Note d'analyse annuelle*, avril 2025 ».

Contact : utilisez le [formulaire de contact](#) sur le site de Bpifrance Création.